

VACCIN ANTI-CORONAVIRUS

Chenine satisfait de l'entame de l'opération de vaccination

P. 24

Lots respectifs du Sputnik V pour 20 wilayas (IPA)

P. 4

COLLECTIVITÉS LOCALES

Beldjoud préside une réunion de coordination avec les walis

P. 3

PROJET DE RÉVISION DE LA LOI ÉLECTORALE

La Commission nationale a reçu les propositions de 35 formations politiques

Un total de 35 formations politiques ont déjà transmis leurs propositions à la Commission nationale chargée de l'élaboration du projet de révision de la loi organique portant régime électoral, a affirmé hier à Alger, le rapporteur de cette commission, M. Walid Laggoune. La mouture de l'avant-projet de la loi électorale qui contient un total de 313 articles dont 73 nouveaux sur les 188 articles entre nouveaux et amendés, a été remise, il y a près de deux semaines, aux partis politiques pour enrichissement. Selon ce professeur de Droit public à l'Université d'Alger, l'une des réformes fondamentales dans le projet de loi a trait au changement du mode de scrutin. P. 3

DKnews/APS



LOI DE FINANCES 2021

"Nécessité d'assouplir certaines dispositions"
(rencontre)

P. 6

CONSEIL DE LA CONCURRENCE

Cinq plaintes et deux demandes d'avis en 2020

P. 4

ENIEM DE TIZI-OUZOU

Reprise effective du travail

P. 6

SANTÉ

MARCHE À PIED

Combien de pas chaque jour pour perdre du poids?

P. 12-13

FOOTBALL

MC ALGER
Des supporters s'en prennent au siège de Sonatrach

P. 21



CINÉMA-INTERNET

Franç succès du court métrage web "Dz'ombie"

P. 16

MÉTÉO

Des vents forts sur plusieurs régions du pays (BMS)

P. 2

MÉTÉO

Des vents forts sur plusieurs régions du pays (BMS)



Des vents forts soufflent lundi parfois en rafales sur plusieurs régions du pays, réduisant la visibilité par soulèvements de sable, indique l'Office national de la météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS). Les wilayas d'El Bayadh, Naâma, Tiaret, Laghouat, Djelfa, M'sila et Biskra sont placées en vigilance "orange" jusqu'à 18H00, précise le BMS.

Durant la période de validité de ce bulletin, les vents soufflent d'Ouest à Nord-Ouest à une vitesse estimée entre 60 et 70 km/h avec rafales atteignant ou dépassant parfois 80 km, ajoute la même source.

Selon l'Office de la météorologie, le BMS vent émis dimanche reste en vigueur.

DÉCONGESTION DU TRAFIC ROUTIER À ALGER

Le cahier des charges en cours de finalisation (ministère)

Le cahier des charges devant régir les projets de décongestion du trafic routier au niveau de la wilaya d'Alger "est en cours de finalisation", a indiqué un bilan de l'exercice 2020 établi par le ministère des Travaux publics. Rappelant qu'un appel d'offres restreint national et international a été lancé en mars 2020 en la matière, le document a précisé que "trois (03) groupements d'entreprises ont été présélectionnés, à savoir deux (02) groupements sino-algériens et d'un groupement sino-malaisien".

Il a également souligné que "des entreprises chinoises se sont proposées pour mobiliser le financement nécessaire auprès de leurs banques".

A rappeler qu'en décembre dernier, le ministre des Travaux publics, Farouk Chiali, avait affirmé que le problème de la congestion du trafic routier dans la wilaya d'Alger sera "bientôt" résolu grâce à la réalisation de plusieurs grands projets devant faciliter la circulation.

HYDROCARBURES

Sonatrach signe un protocole d'accord avec Occidental, Eni et Total



Le groupe Sonatrach a signé dimanche un protocole d'accord avec ses partenaires Occidental, Eni et Total visant à consolider leurs relations et leur "partenariat historique" dans le périmètre contractuel situé dans les blocs 404 et 208 de Berkine.

Selon un communiqué de Sonatrach, ce protocole d'accord a pour objet l'élaboration d'une feuille de route en vue de la conclusion d'un contrat d'hydrocarbures dans le bassin de Berkine, sous l'égide du nouveau dispositif régissant les activités hydrocarbures.

"Les parties mettront les moyens et les ressources pour atteindre cet objectif", assure la même source.

Cet accord traduit, selon le communiqué, la volonté de Sonatrach et de ses partenaires de conforter leurs traditionnelles relations et de développer leur coopération à travers la recherche de nouvelles opportunités de partenariat.

ACCIDENTS EN ZONES URBAINES
7 morts et 148 blessés durant le week-end dernier

Sept (07) personnes ont trouvé la mort et 148 autres ont été blessées dans 122 accidents de la circulation survenus en zones urbaines durant le week-end dernier, a indiqué, dimanche, un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

"Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents" enregistrés les 29 et 30 janvier en cours, précise le communiqué.

La DGSN appelle les usagers de la voie publique au respect du code de la route et à la prudence lors de la conduite, notamment en cette période d'intempéries touchant plusieurs wilayas du pays.

Elle rappelle, à cet effet, le numéro vert 1548 et celui des secours 17 mis à la disposition des citoyens pour tout signalement 24h/24.

ORAN

Vers la relance du projet de réalisation de 2.000 LPL à Oued Tlelat

Le projet de réalisation de 2.000 Logements publics locatifs (LPL) dans le nouveau pôle urbain de Oued Tlelat (wilaya d'Oran) sera relancé prochainement, a-t-on appris auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya.

A l'arrêt depuis la résiliation du contrat avec l'entreprise chargée de la réalisation, les travaux reprendront dans les prochains jours, a affirmé l'OPGI, assurant qu'une entreprise nationale a été retenue pour les relancer dans les brefs délais.

Ce quota d'habitat sera scindé en lots pour accélérer la cadence suivant un calendrier et les livrer dans les délais impartis, a-t-on ajouté.

Par ailleurs, les travaux d'aménagement externe d'un projet de 8.700 logements publics locatifs sont en cours actuellement dans le nouveau pôle urbain de Oued Tlelat, notamment pour le raccordement aux divers réseaux.

Ce quota sera programmé pour la distribution en étapes durant cette année.

Pour rappel, le nouveau pôle urbain de Oued Tlelat compte un total de 17.000 logements sociaux dont 6.300 ont été distribués et le restant est en cours de concrétisation.

E-COMMERCE

Une session de formation au profit des commerçants

Le ministère du commerce a lancé dimanche une session de formation dans le E-commerce au profit de 1.000 commerçants, dans le cadre de la vulgarisation de ce type d'opération et l'acquisition par les opérateurs économiques et consommateurs des techniques modernes de ce commerce, indique un communiqué du ministère. Cette session de formation en E-commerce dont le lancement a été supervisé par le ministre du commerce, M. Kamel Rezig, est organisée en coordination avec l'Association nationale de protection et d'orientation du consommateur (APOCE), selon la même source.

Tenue en visioconférence, la session vise à permettre aux opérateurs économiques et consommateurs une meilleure maîtrise des plateformes numériques et des sites internet spécialisés en vente et achat, selon le communiqué.

AÏN TEMOUCHENT

Trois morts et trois blessés suite à la chute d'un arbre sur une voiture



Trois personnes sont mortes et trois autres ont été blessées, dimanche, suite à la chute d'un arbre sur un taxi à cause de fortes rafales de vent, a-t-on appris auprès des services de la gendarmerie nationale.

Les services de la gendarmerie nationale d'Aïn Temouchent ont enregistré la chute d'un grand arbre sur deux voitures sur la RN 22 à hauteur du village de Beni Gnanem (commune d'Emir Abdelkader), à la suite de vents forts qu'a connus la région, entraînant le décès de trois personnes et des blessures de divers degrés de gravité à trois autres, qui se trouvaient à bord d'un taxi assurant la ligne Beni Saf (Aïn-Temouchent)-Tlemcen, a-t-on indiqué, ajoutant que les passagers du second véhicule n'ont subi aucune blessure.

Les services de la protection civile ont transféré les corps des trois victimes (chauffeur du taxi et deux passagers) à la morgue de l'établissement public hospitalier de Beni Saf et ont conduit les trois blessés au service des urgences médicales du même établissement hospitalier, selon les services de la protection civile, alors que les services de la gendarmerie nationale ont ouvert une enquête sur cet accident.

JUSTICE

Cour d'Alger : report du procès en appel du DG du groupe Ennahar au 15 février courant



La quatrième chambre pénale de la Cour d'Alger a décidé lundi le report, au 15 février en cours, du procès en appel du directeur général du groupe Ennahar, Mohamed Mokaddem, dit Anis Rahmani.

L'accusé Mohamed Mokaddem est poursuivi pour enregistrement et diffusion à travers la chaîne Ennahar d'une communication téléphonique qu'il avait eue avec un officier supérieur de l'Armée.

Le 15 novembre 2020, une peine de cinq (5) ans de prison ferme, assortie d'une amende de l'ordre de 100.000 DA a été prononcée à son encontre par le tribunal de Bir Mourad Rais (Alger).

Mohamed Djemai acquitté

La Cour d'Alger a acquitté lundi l'ancien secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN) et parlementaire de la wilaya de Tebessa, Mohamed Djemai, qui était poursuivi pour abus de fonction et humiliation d'un journaliste dans l'exercice de ses fonctions.

Le procureur général de la Cour d'Alger avait requis, lors du procès en appel, la semaine dernière, le durcissement des peines contre Mohamed Djemai.

En septembre 2020, le Tribunal de première instance de Sidi M'hamed avait condamné l'ancien SG du parti du FLN, Mohamed Djemai, à une peine de deux (2) ans de prison, dont un avec sursis.

PROJET DE RÉVISION DE LA LOI ÉLECTORALE

35 formations politiques ont déjà transmis leurs propositions (rapporteur)

Un total de 35 formations politiques ont déjà transmis leurs propositions à la Commission nationale chargée de l'élaboration du projet de révision de la loi organique portant régime électoral, a affirmé lundi à Alger, le rapporteur de cette commission, M. Walid Laggoune.

"La commission a reçu des propositions émanant de 35 formations politiques. La commission est en train d'examiner attentivement ces propositions pour pouvoir les porter à Monsieur le président de la République, Abdelmadjid Tebboune", a-t-il déclaré sur les ondes de la radio nationale. La mouture de l'avant-projet de la loi électorale qui contient un total de 313 articles dont 73 nouveaux sur les 188 articles entre nouveaux et amendés, a été remise, il y a près de deux semaines, aux partis politiques pour enrichissement.

Selon ce professeur de Droit public à l'Université d'Alger, l'une des réformes fondamentales dans le projet de loi a trait au changement du mode de scrutin. "Toute la loi et toutes les modifications s'ordonnent autour du nouveau mode de scrutin qui a été établi. Le nouveau mode est un mode de scrutin à la représentation proportionnelle avec vote préférentiel sur une liste ouverte sans panachage", a-t-il expliqué. Autrement

dit, a-t-il poursuivi, "il n'y a plus de hiérarchisation, il n'y a plus de tête de liste, l'électeur est libre de choisir le candidat qu'il préfère".

Avec cette modification, "les effets négatifs de l'ancienne loi s'estompent. On ne peut plus acheter ni des voix, ni des places", a-t-il soutenu.

Il a estimé, dans ce contexte, que l'ancien mode de scrutin avec des listes fermées "a eu des conséquences néfastes" et "n'a pas permis l'émergence des élites locales ou nationales". Evoquant l'épineuse question du financement des campagnes électorales, le rapporteur de la Commission a affirmé que la nouvelle loi apporte "beaucoup de nouveautés" dont "l'interdiction des dons provenant des personnes morales, qu'elles soient publiques ou privées", mais surtout "l'interdiction des dons provenant de l'étranger".

Elle fixe également "un seuil de dépense à la fois pour les candidats comme pour les partis" et



instaure "le contrôle du financement". "Tout candidat est tenu d'ouvrir un compte de campagne, de désigner un trésorier qui sera l'ordonnateur des dépenses de la campagne", a-t-il expliqué.

M. Laggoune a rappelé, à ce titre, qu'il a été créé auprès de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), une commission de contrôle des finances, faisant remarquer que cet "ensemble de

mesures vont permettre, effectivement, de séparer l'argent de la vie politique". Interrogé sur les dispositions visant à encourager les jeunes et les femmes à participer à la vie politique, le rapporteur de la Commission a souligné que, conformément à l'avant-projet de loi, "l'ensemble des listes doivent contenir obligatoirement un tiers des jeunes de moins de 35", ajoutant que les dépenses de

campagne jeunes candidats indépendants "seront prises en charge totalement par l'Etat".

Pour ce qui est de la participation des femmes, M. Laggoune a estimé que "le mode de scrutin retenu est incompatible avec les quotas". "L'alternative, dans le respect de la constitution, est d'assurer une parité dans les candidatures hommes/femmes. Exception faite des communes de moins de 20.000 habitants", a-t-il encore expliqué. Sur un autre plan, M. Laggoune a tenu à préciser qu'"en Algérie, il n'est pas exigé un pourcentage minimum pour qu'une élection soit validée". Par ailleurs, ce professeur de Droit public a soutenu que la réduction du nombre de membres du Conseil national de l'ANIE (de 50 à 20) vise à "assurer une meilleure effectivité dans le travail".

"Certains mécanismes ont été introduits pour assurer l'indépendance de l'organe", a-t-il ajouté, citant à ce titre, la limitation du mandat de ses membres à un seul.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Beldjoud préside une réunion de coordination avec les walis

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a présidé dimanche une réunion de coordination tenue par visioconférence avec les walis pour l'examen de nombre de questions de l'heure, indique un communiqué du ministère.

À l'entame de la réunion, il a été question du «suivi du lancement de la campagne de vaccination contre le nouveau coronavirus en concomitance avec sa généralisation à toutes les wilayas du pays», précise le communiqué ajoutant que le ministre a appelé les walis à la "nécessité" d'accompagner les

services de santé publique pour faire aboutir cette campagne en leur assurant "tous les moyens logistiques à même de faciliter le déroulement de l'opération et la réalisation des objectifs dans le respect des gestes barrières".

Evoquant le suivi et l'application e du programme de développement des zones d'ombre, le ministre s'est enquis de l'état d'avancement de la mise en œuvre des opérations programmées à travers tout le territoire national, ajoute la même source qui affirme que cette rencontre a été l'occasion de «mettre l'accent sur le caractère prioritaire

de ce dossier et la nécessité d'une approche de proximité et d'action de terrain dans la prise en charge des préoccupations des habitants".

Le ministre a appelé les walis à ne ménager aucun effort pour faciliter la vie aux citoyens notamment dans les régions montagneuses et enclavées et assurer des solutions efficaces répondant à leurs besoins en matière de développement ». Il a également mis l'accent sur l'impératif d'"accorder un intérêt particulier aux conditions de scolarisation des élèves", exhortant les walis à "en assurer le suivi notamment en ce qui concerne le trans-

port, le chauffage et la restauration". S'agissant de la prise en charge des demandes d'actes d'urbanisme, M. Beldjoud a donné des instructions pour «le parachèvement immédiat de l'examen des dossiers en instance selon les conditions et les délais légaux». La réunion a également permis d'évoquer les préparatifs relatifs au mois de Ramadhan, à l'instar de la remise de l'Allocation forfaitaire de solidarité (AFS), l'approvisionnement ordinaire en produits de large consommation et la lutte contre toute forme de spéculation, outre la prise de mesures devant préserver la santé et la sécurité publiques en ce mois sacré.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Signature d'une convention de coopération dans le domaine de l'Environnement et du développement durable

Une convention a été signée, dimanche à Alger, entre le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et celui de l'Environnement, pour la création d'un espace d'échange entre les deux secteurs et la consolidation de la formation universitaire dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable.

Dans une allocution, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a indiqué que la signature de la convention-cadre entre les deux ministères, d'une part, et d'une autre convention entre l'Université de Constantine 3 + Salah Boubnider+ et le Centre National des Technologies de Production plus Propre (CNTPP), d'autre part, a pour objectif, «d'asseoir un partenariat entre les deux secteurs».

Le but étant de créer un espace d'échange entre ces deux secteurs et de mettre en œuvre les compétences, expertises et programmes appropriés de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, dans le domaine de la protection de l'environnement et du

développement durable, a-t-il soutenu.

Cette convention prévoit "la création d'une Commission de suivi de la mise en œuvre des programmes et domaines de coopération proposés, en terme de détermination des objectifs annuels et pluriannuels, devant être évalués chaque semestre", a précisé M. Benziane. Ces deux conventions permettent, selon le ministre, de «consolider la formation universitaire au profit des enseignants-chercheurs et des étudiants dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable et d'enrichir la nomenclature nationale des spécialités de l'Enseignement supérieur, à travers l'intégration de nouvelles filières et spécialités à même de répondre aux besoins du secteur de l'Environnement».

Les deux conventions offrent aux étudiants des deux cycles de licence et de Master, l'opportunité d'effectuer des stages pratiques et des stages de fin de cycle.

De même qu'elles permettent aux doctorants et aux chercheurs de bénéficier de stages pratiques et d'effectuer des thèses de doctorat

en entreprises, en vue d'asseoir une dynamique à même de prendre en charge les préoccupations techniques et technologiques auxquels font face les entreprises de l'environnement en Algérie, tout en optimisant leur performance et efficacité. Pour sa part, le ministre de l'Environnement, Nassira Benharrats a affirmé que la convention de partenariat a, pour objet, de créer «un espace d'échange efficace», au sein duquel «les efforts, les compétences et les expertises» seront coordonnés.

Le but étant de déterminer et de mettre en œuvre les programmes de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique appropriés dans le domaine de la protection de l'environnement, ainsi que de promouvoir l'enseignement et la recherche scientifique dans les domaines d'activités y afférentes.

La mise en œuvre de cette convention permettra également d'améliorer l'environnement du travail avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à travers l'enrichissement de la nomenclature nationale des spécialités de l'en-

seignement universitaire, l'introduction de nouvelles filières et spécialités choisies par les deux parties, en réponse aux besoins actuels et futurs du marché du travail, et le soutien à l'enseignement appliqué et l'organisation de visites pédagogiques.

Il s'agit en outre du développement des filières de recherche dans le domaine de l'environnement et du développement durable, l'encouragement de la création d'équipes de recherche communes aux deux secteurs et l'accompagnement des étudiants et des diplômés porteurs d'idées et de projets innovants et générateurs de richesse en matière d'environnement, ainsi que la conclusion de conventions de coopération entre les organismes relevant des deux secteurs.

Par la même occasion, le ministre a estimé que la résolution des problèmes environnementaux passe par "une prise de conscience, de nouvelles approches dans le domaine de la recherche scientifique et un changement radical dans notre mode de vie, de production et de consommation, afin de réaliser le développement du-

veloppement durable dans ses trois dimensions économique, sociale et environnementale, et de construire des sociétés responsables envers les générations futures".

À ce titre, elle a rappelé les avantages de la promotion de la culture environnementale au sein de la communauté universitaire, notamment la construction d'une "génération responsable et consciente des enjeux environnementaux qui l'entourent et de leurs risques".

À la faveur de cette convention, le ministre pourra accompagner les clubs écologiques actifs au niveau des établissements universitaires, à travers l'organisation de sessions de formation en matière de protection de l'environnement au profit de ces étudiants et le lancement des projets pilotes de tri sélectif des déchets au niveau de ces établissements, a-t-elle souligné. Mme Benharrats a fait état, par ailleurs, de la création d'une médaille qui sera décernée à l'établissement universitaire qui organisera le plus grand nombre d'événements et d'activités liés au domaine de l'environnement.

CONSEIL DE LA CONCURRENCE

5 plaintes et 2 demandes d'avis traitées en 2020

Le Conseil de la Concurrence a reçu cinq plaintes émanant d'entreprises et d'institutions ainsi que deux demandes d'avis durant l'année 2020, selon le rapport d'activité annuel élaboré par cette institution.

Ce document, dont l'APS a obtenu une copie, fait état d'une plainte de la société Djezzy OTA contre la société Mobilis pour "abus de position dominante" ou encore d'une saisine de la part de la société Sarl Pub City contre l'Agence nationale de l'édition et de la publicité (Anep) au motif de "pratiques restrictives à la concurrence".

Concernant les autres plaintes, il s'agit de saisines de Yassir Spa contre la Sarl Heetch Algérie et contre la Sarl Karim Networks ou encore la Sarl Heetch Algérie qui se plaint de Yassir Spa. Ces trois dossiers ayant pour objet des "pratiques restrictives à la concurrence". Sur les cinq plaintes traitées, le Conseil a rendu un verdict favorable au profit de la société Djezzy (OTA) en infligeant une sanction pécuniaire à l'encontre de la société Mobilis, alors qu'il a rejeté les quatre autres dossiers pour "défaut d'éléments de preuves suffisantes", pré cise le document. En matière de demandes d'avis, qui sont au nombre de deux, la première émane, selon le rapport, de l'entreprise l'Algérienne des autoroutes concernant l'application de la réglementation des marchés publics pour l'approvisionnement en eau potable des stations-services implantées sur le réseau autoroutier.

Cette requête, le Conseil a estimé que les transactions dans le cadre des travaux réalisés par l'Algérienne des autoroutes doit prendre en compte les principes de liberté d'accès aux demandes publiques, l'égalité de traitement et de transparence des procédures dans le respect du droit de la concurrence et du droit des marchés publics, explique-t-on dans le rapport.

La seconde demande, rapporte le document, a été envoyée par le Conseil d'Etat qui a sollicité le Conseil au sujet du contentieux opposant la société par actions Optima Telecom (OTA) et l'Autorité de régulation sectorielle de



la poste et des télécommunications (ARPT) sur l'autorisation d'appliquer les tarifs d'interconnexions. A cette demande, le Conseil a répondu que la décision de ARPT d'accorder une concession à la société Mobilis est en contradiction avec l'ordonnance n 03-03, relative à la concurrence, ainsi qu'avec la règle de neutralité de la concurrence qui interdit d'accorder toute concession à un co concessionnaire sans autre, quelle que soit sa nature juridique, privé ou publique.

Le document a fait état, en outre, de huit (08) autres affaires qui sont en cours de traitement concernant des contentieux entre la Sarl Distribution Archipel et United Tobacco Company (UTC), requérant un examen de fond de l'affaire, et une saisine de la Sarl E.T.C Tentem contre la Sarl Karim Networks.

Cette même société, ajoute le rapport, a déposé une plainte contre la Sarl Heetch Algérie, alors que l'Eurl Nutriphat s'est plainte de la Société Sorfert. Pour sa part, Alliance Globale Express Messagerie a demandé l'arbitrage du Conseil dans une affaire qui l'oppose à Oran Messagerie Express (OMEX), Falcon Express Algérie, TNT Express International, Fedess Express et TNT FAA. Le ministre du

Commerce a saisi, pour sa part, le Conseil de la concurrence, dans deux dossiers, l'un contre la société Hodna, alors que le second contre la société Danone Djurdjura-Algérie. Enfin la Sarl Adara a déposé plainte contre la société Sarl Remeda.

Un programme de communication étendu à 2021

L'instance a, en outre, été invitée à émettre son avis sur le plan stratégique élaboré et diffusé par l'Organe national de prévention et de la lutte contre la corruption le 17 Octobre 2019. Elle a, de plus, signé en 2020 des conventions de coopération avec des organismes nationaux, notamment le Conseil national économique et social (CNES) et l'Institut supérieur de gestion et de planification (ISGP), souligne le rapport.

Le rapport d'activité évoque l'organisation de journées d'études et de sensibilisation sur "le rôle, les missions et les procédures de saisine du Conseil de la Concurrence", en collaboration avec et les Chambres de commerce et d'industrie d'El Oued, d'Oran et de Tebessa, tout en prévoyant d'étendre ce programme de communication à d'autres régions du pays en 2021.

VACCIN ANTI-CORONAVIRUS

Lots respectifs du Sputnik V pour 20 wilayas (IPA)



Une vingtaine (20) de wilayas, les plus impactées par l'épidémie de la Covid-19, s'approprient à recevoir, lundi, leurs lots respectifs du vaccin russe, Sputnik V, soit les 50.000 doses réceptionnées vendrées par l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA).

Ce sont 20 wilayas, de toutes les régions du pays, qui sont concernées par la répartition du vaccin Spoutnik V, laquelle a été entamée samedi par celle de Blida, et ce, conformément au dispatching arrêté par le ministère de la Santé. Nous devons terminer, aujourd'hui, cette opération", a déclaré à l'APS, la directrice des Approvisionnements à l'IPA, Zoulikha Smal Benkedadra.

Elle a précisé que les lots destinés aux collectivités locales ont été fixés "proportionnellement au nombre de leurs populations respectives et aux cas de contaminations et virus qu'elles ont enregistrés", sachant que des représentants des wilayas concernées prennent part à l'opération d'acheminement, depuis l'IPA, des convois qui leur sont

destinés et ce, sous une escorte renforcée de la Gendarmerie nationale. La représentante de l'IPA a ajouté que parmi les wilayas récipiendaires du vaccin russe, figurent Alger, Tizi-Ouzou, Tipaza, Sétif, Oran, Jijel, Tlemcen, Batna, Mostaganem ainsi que Ouargla et Biskra, sachant que le transport des vaccins se fera par route et par voie aérienne, pour les destinations les plus éloignées. Abordant les aspects logistique et organisationnel de l'opération, Mme Smal a assuré que l'IPA "s'est préparé, depuis des mois, pour la réception et la distribution de tous types de vaccins, quelques que soient leurs modes de conservation ainsi que la quantité à manipuler, soit de 2 à 8 degrés ou de -20 à -70 degrés".

La même responsable a tenu, enfin, à souligner "la contribution" de plusieurs départements ministériels pour la réussite de l'ensemble du processus d'acquisition, de stockage et de distribution des vaccins anti-Coronavirus importés par l'Algérie.

TRAVAUX PUBLICS

Relance et réception de plusieurs projets d'envergure, en dépit de la pandémie

Le secteur des travaux publics a reçu et relancé plusieurs projets, d'envergure locale et nationale, visant l'amélioration des conditions de transports de personnes et de marchandises, et ce, malgré la conjoncture sanitaire et financière qu'a connu le pays, indique un bilan de l'exercice 2020 établi par le ministère des Travaux publics.

Au titre de la mise en oeuvre du plan d'actions du gouvernement et en matière de développement des infrastructures routières et autoroutières, le bilan de réalisation des activités prévues pour l'année 2020, ressort qu'un total de 876 km de routes était réalisé en matière de sauvegarde du réseau routier, expertise et entretien de 464 unités d'ouvrages d'art et marquage de 1.617 km de routes nationales.

Le bilan fait état aussi de fourniture et pose de 688 unités de portiques et potences (signalisation verticale), élimination de 09 points accidentogènes sur routes nationales, achèvement de 26 études de résorption de points accidentogènes, ainsi que la livraison de 41 unités de matériels d'intervention pour assurer un meilleur service à l'usager de la route.

Il souligné, toutefois, que certains objectifs n'ont pas pu être atteints pour causes, notamment de la situation sanitaire liée à la COVID-19, surtout dans le secteur économique (entreprise exerçant dans le secteur). Pour le programme de la livraison, il a été reçu 39,5 Km d'autoroutes et voies express, ainsi que un linéaire routier de 130,6 Km, tous travaux confondus, selon le

document publié sur le site web du ministère. S'agissant du développement et sauvegarde du réseau routier, plusieurs projets ont été concrétisés, à l'instar de la mise en service de la pénétrante reliant la ville de Cherchell à l'autoroute Tipaza - Alger, sur une distance de 3 km (W.Tipaza), ainsi que la mise en service la route radiale de Oued Ouchayeh et ouvrage d'art s'étendant sur 1,2 km (Alger).

Le secteur des travaux publics a également connu l'inauguration de la pénétrante reliant la ville de Mostaganem à l'autoroute Est-Ouest, sur une distance de 29 km, l'inauguration de l'ouvrage d'art (pont Hamdania) sur la route nationale N1 (W.Médéa), ainsi que le coup d'envoi des travaux du projet d'ouvrage d'art qui relie les deux rives de Oued Alhamiz (Alger), d'une longueur de 80m.

Concernant les ouvrages d'art, il a été livré à la circulation huit (08) ouvrages d'art, dont six (06) sur routes nationales et deux (02) sur chemins de wilaya. Pour le programme de désenclavement, le ministère a enregistré la mise en service de plusieurs projets de routes et ouvrages d'arts, d'entretien routier communal et de réhabilitation des chemins dans plusieurs wilayas, comme Mascara, Bordj Bou Arreridj, Mostaganem, Guelma et Adrar.

D'ailleurs, dans la wilaya d'Adrar, plus de 35 Km de routes à travers cette wilaya ont été mises en service, permettant de désenclaver des populations situées dans des endroits les plus reculés, souligne le

bilan. Par ailleurs, 1.521 km de routes revêtues ont été livrés durant l'année 2020 dans le cadre du programme de sécurisation des frontières terrestres, tandis qu'un linéaire de 127,2 km de routes à travers les wilayas de Béchar et de Tindouf a été lancé dans le cadre dudit programme.

Concernant le programme lancé en 2020, le bilan ressort dans son volet de sauvegarde du réseau routier un linéaire de 190 km de modernisation sur l'axe RN 06 qui a été lancé (Adrar), un projet de renforcement de la route nationale n 40, sur une distance de 20,3km (M'sila), ainsi que l'inauguration du projet d'entretien de la route de wilaya n66, reliant Al-Hachem et Zlmata (M'sila), sur une distance de 10 km. Plusieurs d'autres inaugurations et mise en service de renforcement et de modernisation de tronçons routes ont été réalisées durant la même année à Ager, Bordj Bou Arreridj, Tipaza, Mostaganem et Médéa, alors qu'il a été lancé en travaux, six (06) ouvrages d'art, dont 05 sur routes nationales et un (01) sur chemin de wilaya.

En outre, dans le cadre du projet de la route nationale N1 (route transsaharienne), il a été procédé en 2020 à la réception de la dernière section restante sur l'axe Chiffa-Berrouaghia, sur un linéaire de 53 km. Elle comprend quatre tunnels dans les deux sens, d'une longueur globale de 9,6 km, soit 2,4 Km pour chaque tunnel, ainsi que d'importants viaducs réalisés par des entreprises nationales en partenariat avec des entreprises étrangères. Le nombre de ces

ouvrages est de 35 pour une longueur totale de 12 Km.

Pour le développement et entretien des infrastructures maritimes et portuaires, il a été lancé l'étude et construction d'un poste minéralier à l'Est du port de Betioua, la réalisation d'un port de pêche de Sidna Youcha (Tlemcen), réalisation d'un abri de pêche à Béni K'Sila (Béjaia), ainsi que la relance du projet du Port Centre de Centre de Hamdania - Cherchell - (Tipasa).

S'agissant du développement et entretien des infrastructures aéroportuaires, le ministère a enregistré l'achèvement des travaux de renforcement de la piste principale et ses annexes de l'aérodrome d'Alger, l'achèvement des travaux d'adaptation du parking avions avec le nouveau terminal international de l'aérodrome d'Oran, ainsi que la réalisation de 05 plateformes pour hélicoptères (04 à El Oued et 01 Tindouf) dans le cadre du programme de sécurisation des frontières du pays. Pour le développement des infrastructures ferroviaires, le bilan indique qu'il a été réalisé, entre autres, le projet Setif/El Gouzi sur 108 Km, le projet de dédoublement de la voie existante du tronçon Jijel/El Milia et raccordement de la zone de Bellara au port de Djen-Djen, sur 52 km, études de la nouvelle ligne Chiffa/Ksar El Boukhari, soulignant que la réception finale de ces projets a été reportée de décembre 2020 à février 2021 à cause du retard dû essentiellement à la situation sanitaire (COVID-19).

LAGHOUAT

Deux zones d'ombre au nord de la wilaya raccordées au réseau de gaz de ville

Deux zones d'ombre situées au Nord de la wilaya de Laghouat ont été raccordées au réseau de gaz de ville, mis en service lundi par le chef de l'exécutif de la wilaya.

La localité de Tamlaket au nord de la commune de Brida bénéficie désormais des bienfaits de cette source énergétique, à la faveur d'un réseau englobant 30 foyers pour un financement de plus de 35 millions DA, a-t-on fait savoir.

La localité de Madena, dans la commune d'Oued-Mzi a bénéficié elle d'un raccordement de 37 foyers au réseau de gaz, pour un coût de 37 millions DA, selon les données fournies par les services de la wilaya. S'inscrivant dans le cadre du programme du Président de la République visant à améliorer le

cadre de vie du citoyen, ces projets ont été réalisés en un temps record n'ayant pas excédé les trois mois, a affirmé le wali de Laghouat, Abdelkader Bradai, qui a signalé que les conduites de gaz ont été acheminées sur une distance de plus de 25 km. Selon les services de la wilaya, le coup d'envoi a été donné aussi pour la réalisation d'un projet de route reliant la localité de Madena à la commune d'Oued-Mzi sur une distance de 29 km, en plus de l'approbation de la mise en place dans la localité en question d'un réseau de téléphonie mobile.



ORAN

Vers le raccordement de plus de 29.000 logements au réseau de fibres optiques

Quelque 29.300 logements seront raccordés au réseau de fibres optiques durant l'année en cours dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris lundi auprès de la direction de wilaya de la Poste et des Télécommunications. L'opération de raccordement des logements au réseau de fibres optiques, qui sera lancée prochainement et touchera plusieurs nouveaux pôles urbains dont celui d'Oued Tlelat, "Ahmed Zabana" de Misserghine et Belgaïd à Bir El-Djir, permettra de garantir un débit pouvant at-

teindre 100 mégas/seconde, a indiqué Meriem Seddiki à l'APS.

Entrant dans le cadre de la modernisation du secteur des télécoms dans la wilaya d'Oran, l'opération vise le raccordement de 8.000 logements au pôle urbain de Belgaïd (commune de Bir El-Djir), 5.000 logements au pôle urbain d'Oued Tlélat, 2.000 logements à Oran-est au niveau de la 3e voie d'évitement, ainsi que le nouveau pôle urbain "Ahmed Zabana" de Misserghine qui accueillera 40.000 logements,

a-t-on détaillé. Mme Seddiki a, d'autre part, expliqué que depuis le lancement de cette technologie moderne, quelque 17.000 logements de la wilaya d'Oran ont été raccordés au réseau, dont 4.060 au pôle urbain d'Oued Tlelat, 2.000 au pôle urbain de Belgaïd, 2.000 à haï El-Yasmine, 1.200 à haï Hasnaoui dans la commune de Bir El-Djir, 4.100 raccordements à la cité "Hayat Regency" (logements publics promotionnels) et 3.200 au profit des promoteurs immobiliers.

BOUIRA

Réouverture des marchés à bestiaux sous de strictes mesures de prévention

Les marchés à bestiaux ont rouvert leurs portes depuis dimanche à Bouira sous de strictes mesures de prévention, sur une décision du wali Lakhal Ayat Abdeslam, selon un communiqué des services de la wilaya, remis lundi à la presse.

"La réouverture des marchés à bestiaux est autorisée à partir de la date de signature de cette décision, soit le 31 janvier 2021", a précisé le premier magistrat de la wilaya dans le même document. Tous les marchés à bestiaux sont soumis à un "strict contrôle" des services du commerce, de l'agriculture ainsi que des services de sécurité en vue d'assurer un respect "strict" des mesures de prévention pour lutter contre la propagation de la pandémie de la Covid-19, a souligné M. Lekhal Ayat.

Le respect de la distanciation physique, ainsi que le port du masque protecteur sont obligatoires pour toutes les personnes qui fréquentent ces espaces. "Le nettoyage et la désinfection régulière de ces lieux sont aussi indispensables pour lutter davantage contre toute menace de propagation du virus", a insisté le même responsable.

Il est souligné dans le même communiqué que le chef de l'exécutif a incité tous les services concernés, dont la gendarmerie nationale, les services de l'agriculture et du commerce, ainsi que de la police, à veiller au respect et à la mise en application de toutes les instructions et mesures prises dans ce cadre et lutter contre toute forme d'infractions au protocole sanitaire.

TÉBESSA

Plus de 7.000 éleveurs bénéficieront d'aliments de bétail subventionnés

Plus de 7.000 éleveurs de la wilaya de Tébessa bénéficieront d'aliments de bétail subventionnés par l'Etat en application de la récente instruction du ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, a indiqué dimanche le président de la chambre de wilaya de l'agriculture, Mostefa Soltani.

Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que la vaste opération lancée par le ministère de l'Agriculture pour assainir et actualiser les listes des bénéficiaires d'aliments de bétail subventionnés a permis de recenser dans la wilaya plus de 7.000 éleveurs remplissant les conditions exigées.

Ces listes ont été élaborées au terme des travaux entamés en octobre passé par une commission de wilaya composée de représentants de la direction des services agricoles, de la chambre de l'agriculture et des sections locales de l'UNPA et du conseil interprofessionnel de la filière des viandes rouges, a-t-il déclaré.

La même source a précisé que les listes ont été envoyées aux deux Coopératives locales de céréales et légumes secs et à l'Office national d'aliments de bétail pour entamer la distribution des aliments au niveau de 18 meuneries et points de vente répartis sur les diverses communes dont Bir El Ater, Chrêa, Tébessa et El Aouinet. Chaque éleveur bénéficiera de 10 kg d'aliments par bête et par mois à raison de 1.500 DA le quintal, a-t-on fait savoir.

De leur côté, plusieurs dizaines d'éleveurs rencontrés par l'APS se sont plaints de la pénurie des aliments de bétail et du renchérissement de leurs prix qui affectent leurs activités.

Éleveur possédant plusieurs dizaines d'ovins dans la commune El Ma Labiod, Sadek Bouchehra, le problème réside dans le non-respect par les meuneries des tarifs de référence subventionnés par l'Etat causant la pénurie de ces aliments et le renchérissement de leurs prix.

Le son dont le prix du quintal est fixé par instruction ministérielle à 1.500 DA est actuellement vendu à 3.600 DA sur le marché parallèle et même par des meuneries, a ajouté le même éleveur, estimant que cette situation a pesé lourd sur les éleveurs de la wilaya qui enregistre un déficit pluviométrique depuis 8 mois appauvrissant les parcours. La wilaya de Tébessa recense plus de 720.000 ovins, 110.000 caprins, 4.000 bovins et 2.010 chameaux, selon la direction des services agricoles.

M'SILA

Zones d'ombre : 100 millions DA pour l'approvisionnement en eau potable et en gaz

Une enveloppe financière de l'ordre de 100 millions de dinars est mobilisée au titre de l'exercice 2021 pour l'approvisionnement en eau potable et en gaz au profit de zones d'ombre relevant de la wilaya de M'sila, ont annoncé lundi ses services.

Il s'agit d'approvisionner les 702 zones d'ombre en eau potable et en gaz à travers la pose de citernes pour le gaz propane et d'autres pour l'eau potable a-t-on précisé ajoutant que les marchés de ces opérations sont en cours de

finalisation. L'opération de développement des zones d'ombre et de zones éloignées de la wilaya de M'sila intervient suite à la forte demande des habitants de ces régions en matière d'eau potable et du gaz naturel "propane", une solution qui revient "à moindre coût" en comparaison avec la réalisation des amenées du gaz de ville et de l'eau potable a-t-on détaillé.

Rentrant dans le cadre de la rationalisation des dépenses, ces opérations serviront, après concrétisation dans les délais contractuels, à améliorer le cadre de vie des habitants des zones d'ombre et à alléger la demande en matière de gaz et d'eau potable a-t-on expliqué.

La wilaya de M'sila a mobilisé au profit de ses 702 zones d'ombre, une enveloppe financière puisée des plans communaux de développement estimée à 940 millions de dinars pour la concrétisation de divers projets d'amélioration du cadre de vie de ses citoyens, a-t-on conclu.

EL-OUED

Consultations médicales spécialisées au profit de familles nécessiteuses dans des zones d'ombre

Plus de 300 familles nécessiteuses résidant dans des zones d'ombre à travers 10 communes de la wilaya d'El-Oued bénéficient de consultations médicales spécialisées, dans le cadre d'une caravane médicale multidisciplinaire, a-t-on appris lundi auprès de la Direction locale de l'Action sociale et de la Solidarité (DASS).

L'initiative, qui s'étale sur cinq (5) jours, s'inscrit dans le cadre d'un programme de solidarité lancé par les autorités de la wilaya afin d'assurer des prestations médicales spécialisées aux habitants des localités reculées et aux populations nomades, a-t-on indiqué. La caravane est encadrée par un staff médical (généralistes et spécialistes) chargé d'effectuer des



consultations et des soins, de prodiguer des conseils, de distribuer des médicaments, ainsi que d'organiser une campagne de vaccination contre la grippe saisonnière, a ajouté la source.

L'opération permet aussi la prise en charge de patients atteints de maladies complexes, à travers la programmation de rendez-vous pour leur

faire bénéficier d'interventions chirurgicales, a-t-on fait savoir. Ciblant 19 localités enclavées, cette caravane médicale multidisciplinaire est organisée en coordination avec la Direction de la Santé et de la Population (DSP) de la wilaya d'El-Oued, a-t-on signalé à la DASS.

COMMERCE

1^{ère} édition du salon international de la logistique du 6 au 8 juillet à Alger

La société de l'ingénierie, de l'innovation et de la prospective économique (FNTPEEC) organisera, du 6 au 8 juillet prochain à Alger, la 1^{ère} édition du salon international de l'exportation et de la logistique, a-t-elle annoncé dans un communiqué.

Sous l'égide du ministre du Commerce, Kamel Rezig, ce salon, qui sera organisé au Palais des expositions (Pins maritimes) en collaboration avec la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX), vise l'amélioration du climat des affaires en Algérie à travers le rapprochement de l'exportateur et de l'importateur avec l'implication de tous les acteurs dans cette opération économique, indiquent les initiateurs du salon.

"La Société tend également à encourager et à valoriser les efforts consentis par toutes les parties intéressées par la création de nouveaux marchés extérieurs pour les produits algériens notamment en Afrique et ce, dans le cadre de la vision stratégique des pouvoirs publics en matière d'exportation", lit-on dans le communiqué.

Selon ses organisateurs, c'est événement économique verra la participation de plus de 350 exposants nationaux.

Parmi ces participants il y aura des producteurs, industriels, transporteurs et exportateurs, relevant de plusieurs secteurs vitaux dont l'agriculture, l'agroalimentaire, l'emballage, les industries lourde et légère, en sus du secteur des services à l'image des banques, des assurances, du transport et de tout ce qui est logistique.

Par ailleurs, le salon sera marqué par la présence d'experts algériens et étrangers qui animeront des workshops sur l'échange d'expertises et de vues en matière d'exportation et de logistique, ajoute le communiqué.

ENIEM DE TIZI-OUZOU Reprise effective du travail lundi

Les travailleurs de l'Entreprise nationale des industries électroménagères (ENIEM) de Tizi-Ouzou, réunis en assemblée générale dimanche, ont décidé de reprendre le travail lundi, dès l'annulation de la décision de chômage technique prise en novembre dernier, a-t-on appris de sources syndicales de l'entreprise.

Réunis au niveau du complexe de Oued-Aïssi, en présence du nouveau président directeur-général (P-dg), Mustapha Chaoui, les travailleurs "ont conditionné la reprise effective du travail par l'annulation de cette décision prise par l'ancienne direction de l'entreprise", a indiqué, Mouloud Ould Elhadj, représentant syndical des travailleurs.

Lors de cette même réunion, il a été, également, procédé à la désignation de deux représentants des travailleurs, à titre d'observateurs, à la réunion du Conseil d'administration (CA) de l'entreprise qui se tiendra demain (lundi) matin pour procéder à l'annulation de cette décision, a-t-il ajouté.

Le 30 novembre dernier, une note de la direction de l'entreprise annonçait un arrêt technique d'activité d'une durée d'un mois (du 01 au 31 décembre), pour cause de persistance du blocage de la banque pour l'octroi des crédits nécessaires pour le financement des approvisionnements et la rupture des stocks des matières premières entraînant de fait l'arrêt de la production.

Les travailleurs avaient rejeté cette décision et exigé la reprise du travail ainsi que le départ de l'ancienne direction, "responsable", selon eux, de cette situation ainsi que la mise en place d'un plan de relance pour l'entreprise.

Nommé nouveau PDG, mardi dernier, Mustapha Chaoui a annoncé le rééchelonnement de la dette, à long terme, de l'entreprise dans le cadre d'un plan de relance mis en place par les pouvoirs publics et s'est engagé à procéder à l'annulation de la décision de chômage technique décidée en novembre dernier. "Je comprends l'appréhension des travailleurs et je me suis engagé, lors de mon installation à procéder à l'annulation de cette décision pour les rassurer et leur permettre de reprendre le travail", avait-il assuré dans un entretien à l'APS. Pionnière de la filière électroménagère en Algérie, l'ENIEM vit, depuis quelques années une situation financière difficile, qui a nécessité plusieurs plans de relance.

LOI DE FINANCES 2021

"Nécessité d'assouplir certaines dispositions" (rencontre)

Des chefs d'entreprises et des experts ont souligné dimanche lors d'une rencontre organisée à Alger la nécessité d'assouplir certaines dispositions de la loi de Finances (LF) 2021, soutenant que cette démarche sera en faveur des entreprises notamment dans le contexte actuel de l'économie nationale impactée par la crise sanitaire.

Intervenant à l'occasion de la 1^{ère} édition des débats de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) sur les dispositions de la loi de finances 2021, qui a vu la participation de responsables de la Direction générale des impôts (DGI), des chefs d'entreprises ont focalisé sur l'assouplissement des dispositions prévues dans le domaine du commerce extérieur en matière d'exercice des activités de l'importation des biens et marchandises destinés à la revente en l'état ainsi que l'élargissement de l'exonération en matière d'impôt aux entreprises de services.

A ce sujet, le président de la CAPC, Mohamed Sami Agli, a souligné qu'il "est difficile de réussir le plan de relance économique au moment où beaucoup d'entreprises sont en difficulté", s'interrogeant plus particulièrement sur les dispositions prévues pour l'exercice de l'activité de l'importation et les conditions de paiement de celle-ci.

"Des entreprises sont en attente d'éclaircissements de la part des autorités sur la question des importations de produits et marchandises destinées à la revente en l'état", a noté M. Agli qui s'est interrogé sur la possibilité d'appliquer ces dispositions avec un effet rétroactif sur les sociétés existantes créées dans le cadre de textes réglementaires. Le président de la CAPC a relevé également que la LF 2021 contient de nouvelles taxes, dont celle prévue pour l'activité de l'Internet de l'ordre de 19 %, estimant que cette imposition ne va pas encourager les efforts entrepris en matière de digitalisation, de télétravail et d'apprentissage à distance.

L'autre préoccupation exprimée par des membres de la CAPC a trait à l'exclusion



des entreprises de services fournissant des prestations aux sociétés étrangères établies en Algérie des dispositions d'exonération d'impôt sur le revenu global (IRG) accordée par dans le cadre de la LF 2021 aux exportations réalisées par des personnes physiques. L'exonération en matière de l'IRG est subordonnée à la présentation par l'entreprise contribuable aux services fiscaux compétente d'un document attestant du versement de ces recettes auprès d'une banque domiciliée en Algérie.

Les dispositions prévues en matière de facilités dans l'importation de matériels d'occasion de moins de trois ans ont été aussi citées par les intervenants, considérant que la période définie ne peut pas s'appliquer, notamment pour des secteurs jugés "stratégiques" comme celui de l'industrie du médicament.

D'autres ont plaidé pour l'élargissement des autorisations d'importation du matériel agricole usagés, et ce, pour permettre aux professionnels de disposer de moyens à même d'améliorer la production agricole, ainsi que la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) et l'impôt forfaitaire unique (IFU) "pesant lourde-

ment", sur les entreprises.

Réclament plus de flexibilité dans l'application de certaines dispositions de la loi de Finances, entre autres, en matière d'accès à la devise pour les entreprises à la recherche de marchés d'exportation, des chefs d'entreprises ont jugé aussi "excessifs" les nouveaux tarifs appliqués aux visas pour les touristes étrangers et les hommes d'affaires souhaitant investir en Algérie.

Poursuite des concertations pour une meilleure applicabilité des lois

Lors des débats animés par le président de l'Association nationale des conseillers fiscaux algériens et ancien cadre de l'administration fiscale, Boubaker Sellami, ainsi que le président de la Commission finances et fiscalité de la CAPC, Rafik Boussa, le directeur de la législation et de réglementation fiscale au niveau de la DGI, Samir Chebella a répondu à l'ensemble des préoccupations soulevées.

Tout assurant que sa participation à cette rencontre s'inscrit dans le cadre du "partenariat" et de "concertation", M. Chebella a souligné que les actions de la DGI à tra-

vers les lois de Finances visent à "améliorer le système fiscal, à alléger et à le rendre plus équitable pour amoindrir la charge fiscale pesant sur le contribuable".

"La loi de Finances 2021 a prévu plusieurs mesures pour apporter des corrections, apporter des ajustements, des précisions et des éclaircissements sur le plan légal pour permettre une bonne applicabilité des dispositions contenues", a-t-il en outre expliqué.

Il a précisé que l'ensemble des dispositions ont été introduites dans le cadre visant l'encouragement de l'investissement, le soutien du plan de relance de l'économie nationale, l'assouplissement des procédures fiscales, de l'élargissement de l'assiette fiscale sans pour autant augmenter la pression fiscale, ainsi que le renforcement de l'inclusion fiscale à travers la lutte contre les activités informelles.

Concernant les nouveaux tarifs des visas, le même responsable a précisé qu'il s'agit d'actualisation des prix qui n'ont pas changé depuis de "longues années" et une réaction selon le principe de réciprocité par rapport aux tarifs appliqués aux ressortissants algériens par certains pays. S'agissant des modalités d'exercice des activités de l'importation des marchandises et produits destinés à la revente en l'état, il a relevé que l'organisation de cette activité reste du ressort du ministère du Commerce.

M. Chebella a assuré par ailleurs que des rencontres de concertation avec les opérateurs économiques et les organisations patronales seront poursuivies et initiées avant l'élaboration de textes et règlements, et ce, dans le cadre d'une "meilleure applicabilité" des lois adoptées.

COMMERCE

Illizi : onze opérateurs économiques autorisés à exercer le commerce de troc frontalier

Onze (11) autorisations ont été délivrées à des opérateurs économiques de la wilaya d'Illizi les habilitant à exercer le commerce de troc frontalier avec les pays du Niger et du Mali, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale du Commerce.

Ces autorisations permettent aux opérateurs concernés d'exercer l'activité du commerce de troc frontalier avec les pays du Niger et du Mali, à travers quatorze (14) articles algériens, à l'instar des dattes, sel (brut et de table), couvertures, articles d'artisanat, olives, miel, savon en poudre, articles en plastique et produits détergents. La liste des produits éligibles à l'importation dans le cadre du commerce de troc frontalier comporte, quant à elle, 36 produits, dont le henné, le thé vert, les épices, le miel, l'aliment de bétail, les tissus et les vêtements targués, a détaillé à l'APS le chargé de la communication à la direction du Commerce d'Illizi, Hamza Hethat. L'importation

de bétail vivant est temporairement interdite par arrêté de wilaya, à titre préventif en vue d'éviter la propagation de maladies, notamment en cette période, a-t-il ajouté.

Le commerce de troc entre Illizi et le Niger s'effectuera, en principe, via le poste frontalier d'In-Guezzam (wilaya de Tamanrasset), en attendant l'aménagement du poste frontalier direct entre la wilaya d'Illizi et le Niger via Bordj El-Haouès, a fait savoir le même responsable en signalant la mise en place d'une commission chargée de superviser et de contrôler les produits et marchandises objet de troc, en termes de qualité et de conformité sanitaire. Dans ce cadre, la direction du Commerce d'Illizi a organisé récemment, en coordination avec les services douaniers et sécuritaires, une rencontre avec les opérateurs économiques concernés par cette activité de troc frontalier, en vue de leur prodiguer des informations sur les conditions et

modalités d'exercice de cette activité commerciale et leur faire connaître la nature des marchandises inscrites sur la liste des produits éligibles au commerce de troc et les modalités de fixation de leur valeur.

Selon M.Hethat, toute personne physique ou morale, résidant dans la wilaya d'Illizi et disposant d'un registre de commerce de gros et de moyens adéquats de stockage et de transport de marchandises, peut obtenir l'autorisation d'exercice de l'activité de commerce de troc frontalier avec les pays du Niger et du Mali, de la part du wali, légalement habilité à délivrer et retirer ce document. L'activité de commerce de troc frontalier avec le Niger et le Mali concerne uniquement quatre wilayas de l'extrême Sud du pays, à savoir Illizi, Tamanrasset, Adrar et Tindouf, conformément à l'arrêté interministériel (Commerce et Finances) publié au journal officiel N 44.

PÉTROLE

Le Brent à 55,45 dollars à Londres

Les prix du pétrole progressaient lundi sur les marchés européens, soutenus par l'entrée en vigueur d'une nouvelle réduction de la production saoudienne.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 0,74% à Londres par rapport à la clôture de vendredi, à 55,45 dollars.

Le baril américain de WTI pour le même mois grimpeait dans le même temps de 0,38% à 52,40 dollars. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) avait annoncé en



début d'année qu'il entamerait son propre quota de production en février et mars, à hauteur d'un million de barils par jour.

Dans le même temps, les autres membres de l'alliance Opep+ composée de l'organisation et de leurs dix alliés maintenaient leur production inchangée pour la période, hormis la Russie et le Kazakhstan qui vont augmenter marginalement leurs extractions.

Le brut de l'Opep termine le mois de janvier à plus de 54 dollars

Le panier de l'Opep, constitué de prix de référence de 13 pétroles bruts, dont le Sahara Blend algérien, a terminé le mois de janvier écoulé à plus de 54 dollars, selon les données publiées lundi par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

"Ce panier de référence de l'OPEP (ORB), introduit en 2005 s'est établi à 54,41 dollars le baril vendredi dernier (29 janvier), contre 50,24 dollars le 31 décembre 2020", précise la même source. L'ORB avait débuté le mois écoulé à 51,35 dollars avant de se situer entre 50 et 54 dollars.

Il avait enregistré son plus haut niveau, le 13 janvier dernier, en s'élevant à 55,81 dollars, ce qui représente sa plus importante progression enregistrée

depuis le début de la crise du marché mondial de l'or noir impacté par la pandémie du Covid-19 avec la chute de la demande. Cette progression des prix de pétroles brut de l'Opep intervient dans un contexte d'amélioration des prix du brut malgré les inquiétudes autour d'une reprise durable de la demande.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars, dont c'est le dernier jour de cotation, a gagné 35 cents, ou 0,6%, pour clore à 55,88 dollars vendredi dernier, tandis que le baril américain de WTI pour le même mois a reculé de 14 cents, ou 0,3% pour terminer à 52,00 dollars. L'amélioration des cours de l'or noir a débuté en novembre dernier avec les premières annonces de

vaccins contre le Covid-19 début novembre. Le Brent et le WTI ont touché le 13 janvier des plus hauts inédits en plus de huit mois et demi, à respectivement 57,42 dollars et 53,93 dollars le baril. Mais, les mesures de restrictions appliquées dans plusieurs pays du monde dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 pèsent toujours sur la reprise de la demande mondiale de pétrole.

C'est dans ce contexte que l'Opep et ses alliés poursuivent leur efforts pour assurer une stabilité du marché pétrolier international, et ce à travers l'application d'une réduction importante de leur production d'or noir qui est de l'ordre de 7,2 millions de barils par jour (mbj) en janvier, 7,25 mbj en février puis 7,05 mbj en mars.

AFRIQUE

La Fintech demeure le secteur d'investissement le plus attractif en 2020 (rapport)

Le secteur de la technologie financière (Fintech) était le plus attractif pour les investisseurs en 2020, comme ça été le cas depuis 2015, selon le dernier rapport du Disrupt Africa intitulé "African Tech Startups Funding Report 2020". Cette plateforme révèle avoir enregistré 160,319 millions dollars d'investissement qui représentent une croissance de 49,3% par rapport aux 107,352 millions dollars (21,8% du total) levés en 2019.

La fintech a capté 22,9% du total des 701,461 millions dollars attirés en 2020 par l'industrie start-up africaine. En cinq ans, le nombre d'entreprises qui ont attiré des financements pour améliorer l'inclusion financière en Afrique a augmenté et le secteur Fintech a enregistré le plus de start-up qui ont accédé à un financement en 2020. Elles étaient au nombre de 99, en croissance de 28,6% par rapport aux 77 enregistrées en 2019. Une croissance qui a tout de même ralenti par rapport à celles de 2019 et 2018 qui étaient respectivement de 32,8% et 34,9%. Le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Kenya et l'Égypte sont les pays dont les start-up ont attiré le plus de financement en 2020.

Elles ont confisqué 97% de tous les investissements orientés vers le secteur. Soit 155,554 millions dollars, tandis que les start-up nigérianes se taillent la part du lion avec 89,342 millions dollars, soit 57,7% des fonds levés dans le secteur. L'important soutien financier capté par la fintech en 2020 reflète le potentiel de croissance économique et sociale que renferme ce segment de marché incontournable dans l'économie numérique.

JAPON

Les ventes de véhicules neufs ont augmenté de 6,8% en janvier

Les ventes de véhicules neufs au Japon ont augmenté de 6,8% en janvier sur un an, selon des données publiées lundi, poursuivant leur reprise après une chute l'an dernier due à la pandémie mais aussi à un effet de base négatif. Au total 236,592 voitures, camions et bus neufs ont été écoulés le mois dernier, selon des chiffres de l'association japonaise des concessionnaires automobiles (Jada). Il s'agit du quatrième mois consécutif de hausse sur un an, mais sur l'ensemble de 2020 le tableau avait été sombre, avec une chute de 12,3% des ventes de véhicules neufs (hors mini-voitures) dans le pays sur fond de pandémie. Le marché automobile local avait également été affecté l'an dernier par le relèvement de la TVA japonaise à 10% contre 8% précédemment depuis le 1er octobre 2019. Le mois dernier, la plupart des grands constructeurs nippons ont vu leurs ventes nationales augmenter. Celles de Toyota ont bondi de 13,8% sur un an en incluant sa marque haut de gamme Lexus, dont les ventes ont progressé de 13,6% sur la même période.

Celles de Nissan (+3,9%) et Mitsubishi Motors (+7,8%) ont aussi progressé, tandis que celles de Honda ont stagné. Du côté des "kei cars", mini-voitures japonaises dotées d'une motorisation égale ou inférieure à 660 cm³, 147,850 d'entre elles se sont vendues en janvier, une hausse de 6,6% sur un an, selon des statistiques de l'association japonaise de ce sous-segment automobile. Toutes catégories de véhicules confondues (incluant les "kei cars"), les ventes en volume de marques automobiles japonaises en janvier ont ainsi augmenté de 6,8% à 384.442 unités, selon un calcul fait par l'agence AFP.

ENERGIE

BP vend 20% d'un champ gazier à Oman pour 2,6 milliards de dollars

Le géant britannique des hydrocarbures BP a annoncé lundi la vente d'une part de 20% d'un champ gazier à Oman pour 2,6 milliards de dollars au groupe pétrolier thaïlandais PTTEP.

"C'est un pas important dans notre programme de cessions", a commenté BP dans un communiqué, ajoutant que le groupe gardait une part de 40% du Bloc 61 et le contrôle des opérations d'extraction.

Le Bloc 61 est l'un des plus importants projets gaziers au Moyen-Orient avec une première phase, Khazzan, dont la production a démarré en 2017, et la seconde, Ghazeer, l'an dernier.

L'accord de cession doit encore être validé par le Sultanat d'Oman mais

devrait être finalisé cette année. Outre BP et PTTEP, compagnie nationale thaïlandaise d'hydrocarbures, la société énergétique d'Oman OQ gardera 30% du Bloc 61 et le malaisien Petronas 10%, d'après le communiqué.

Les deux premiers gisements exploités sur le Bloc 61, qui couvre 3,950 km² au total, représentent une production quotidienne de 1,5 milliard de pieds cubiques (42 millions de mètres cubes).

Ce gaz est utilisé principalement pour la consommation intérieure d'Oman.

BP vise 25 milliards de dollars de cessions d'ici 2025, et vient notamment de finaliser fin 2020 la vente pour 5 milliards de dollars de ses activités pétrochimiques au britannique

Ineos. Ses pertes depuis le début de l'année s'établissaient à 21,7 milliards de dollars fin septembre dans la foulée de la pandémie, qui a entraîné un effondrement des transports et de l'économie, et par ricochet de la consommation d'hydrocarbures.

Les cours pétroliers, qui ont plongé à des tréfonds historiques jusqu'en territoire négatif début avril, sont remontés un peu au-dessus de 50 dollars mais restent inférieurs à leur niveau de tout début 2020.

Face à la crise, BP a mis en place un programme d'économies de 2,5 milliards de dollars d'ici 2021, ce qui passe par la suppression de 10.000 emplois dans le monde, soit 15% de ses effectifs. La majorité des suppressions de postes devaient

avoir été réalisées à fin de 2020. Pour affronter l'urgence climatique et une pression de plus en plus grande de la société et d'investisseurs, BP mène une vaste restructuration avec pour objectif d'être un groupe énergétique et non plus seulement pétrolier.

Le groupe a déjà annoncé vouloir multiplier par 10 ses investissements dans l'énergie à faible émission carbone d'ici 2030, pour atteindre 5 milliards de dollars par an, notamment dans les renouvelables.

Dans le même temps, il veut réduire la voilure dans l'exploration d'énergies fossiles afin de respecter ses engagements de devenir neutre en carbone d'ici 2050 et en voulant être rentable avec un prix du pétrole à 40 dollars.

FRANCE

Le marché automobile recule de plus de 5,8% en janvier

Le marché automobile français a baissé de 5,85% au mois de janvier, toujours affecté par la crise sanitaire, selon les chiffres publiés lundi par le Comité français des constructeurs d'automobiles (CCEA).

Avec 126.381 immatriculations, le marché français des voitures particulières neuves recule par rapport à un mois de janvier 2020 déjà mauvais, et qui comptait deux jours ouvrés de plus.

Une fois corrigé de cet effet calendaire, le recul de janvier 2021 se transforme en hausse de 3,6%.

On peut voir un autre maigre signe reprise dans les ventes d'utilitaires légers (moins de 5,1 tonnes), qui est en hausse de 18,4% à nombre de jours ouvrés comparable.

"Il n'y a pas de révolution, on est encore dans un marché très fragile", a déclaré François Roudier, du CCEA, estimant que "l'année 2021

commence de façon très délicate, liée aux précautions sanitaires".

Selon les analystes, "les délais de vaccination, le rebond épidémique et le durcissement des mesures sanitaires - a fortiori un éventuel reconfinement - vont possiblement nous conduire à revoir à la baisse les prévisions jusqu'ici fixées à +15% et 1,9 million d'immatriculations pour l'ensemble de l'année 2021".

CHINE

La consommation d'or en baisse de 18,13% en 2020

La consommation d'or de la Chine a diminué de 18,13% en glissement annuel à 820,98 tonnes l'année dernière, alors que l'épidémie de COVID-19 a frappé les ventes de bijoux en or, selon les données de l'industrie publiées lundi. La consommation de bijoux en or sur le marché chinois s'est établie à 490,58 tonnes en 2020, soit une baisse de 27,45% sur un an, selon les données de l'Association de l'or de Chine.

Au cours de la même période, la consommation de pièces et de lingots d'or a augmenté de 9,21% en base annuelle pour atteindre 246,59 tonnes, tandis que la consommation d'or à des fins industrielles et autres a diminué de 16,81% sur un an à 83,81 tonnes.

Après avoir enregistré une chute de 48,2% au premier trimestre de 2020, la consommation d'or de la Chine a progressivement repris à la suite du contrôle efficace de l'épidémie et de la reprise économique.

En 2020, la production d'or de la Chine a atteint 365,34 tonnes, soit une baisse de 3,91% par rapport à l'année précédente.

ENVIRONNEMENT

Oran : le lac "Ghedir Lakehal" répertorié zone humide

Le lac "Ghedir Lakehal", situé à proximité d'Arzew (Est d'Oran), a été répertorié pour la première fois parmi les zones humides concernées par le recensement annuel des oiseaux migrateurs, a-t-on appris dimanche auprès de la Conservation des forêts.

Le lac "Ghedir Lakehal" s'ajoute à huit zones humides concernées par le recensement annuel des oiseaux migrateurs lancé depuis deux semaines, a indiqué le chef de service protection végétale et animale à la Conservation des forêts, Omar Mechri.

Pour la première fois, il a été constaté sur cette petite zone humide la présence d'oiseaux migrateurs, a expliqué le responsable, notant que "Ghedir Lakehal" compte entre 120 et 150 oiseaux migrateurs dont des espèces de canards ce qui fait d'elle une zone humide à importance écologique. Ce plan d'eau, classé d'importance locale, a été inclus dans l'inventaire annuel des oiseaux migrateurs d'Oran, qui compte quatre zones classées mondialement dans le cadre de la convention "Ramsar", à savoir la Grande Sebkhah, la Mactaa, le lac Telamine et les Salines d'Arzew, a-t-il détaillé. Les quatre autres zones classées d'importance nationale sont Oum Ghellaz, Dhayat Morsli, le lac de Sidi Chahmi et Dhayat El Bagrate, selon la même source.

A l'occasion de la journée mondiale des zones humides, célébrée le 2 février de chaque année, la Conservation des forêts d'Oran organisera une manifestation portant sur plusieurs activités de loisirs au niveau de la zone humide de Oum Ghellaz, située dans la commune de Oued Tlélat.

Dans ce cadre, le programme concocté prévoit un concours de dessin d'oiseaux migrateurs destiné à plus de 100 élèves des cycles moyen et secondaire, en plus d'une séance d'observation d'oiseaux migrateurs, pour faire découvrir aux enfants et jeunes les caractéristiques et mouvements de ces volatiles à l'aide de jumelles, selon le chef de service protection végétale et animale. Une exposition d'affiches des zones humides concernées par l'inventaire annuel des oiseaux migrateurs est également prévue de même qu'un exposé global du recensement de cette saison avec des informations sur la convention Ramsar ainsi qu'un aperçu global sur les critères de classement des zones humides au niveau mondial, a révélé M. Mechri.

BLIDA

Plantation expérimentale, à Chréa, d'essences forestières rares menacées d'extinction

Une opération de plantation expérimentale de trois espèces d'arbres rares menacés de d'extinction a été réalisée à titre expérimental, au niveau de la région de Chréa dans l'Atlas Blidéen, par la conservation des forêts de la wilaya, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette institution.

Selon la chargée de communication de la Conservation des forêts, Fathia Amer, cette plantation, à titre expérimental, de trois essences forestières, menacées d'extinction et qui se reproduisent difficilement à l'état naturel, rentre dans le cadre de la préservation de la biodiversité.

Les espèces plantées sont le Genévrier thurifère, rare en Algérie et présent seulement dans les Aurès, où il est menacé d'extinction, en raison de la difficulté de sa reproduction et le sapin de Numidie, qui est une espèce endémique des monts Babor de Sétif, également en déclin. La troisième espèce est le pin noir, qui est très rare en Algérie, et qui est endémique au Djurdjura, où il est menacé d'extinction, a indiqué la même responsable. Toujours selon Mme. Amer, ces trois espèces forestières ont fait l'objet de recherches et d'expériences pour leur reproduction, à travers notamment la plantation du Genévrier thurifère au laboratoire des ressources génétiques et biotechnologies de l'Ecole nationale supérieure d'Agronomie d'El Harrach (Alger).

Les plants de sapin de Numidie ont été produits à la pépinière de la conservation des forêts de Sétif alors que la production de plants de pin noir a été réalisée au niveau de l'Institut national de la recherche forestière (INRF) relevant de la station de Tizi-Ouzou.

Cette opération a pour objectif de "sauvegarder ces espèces forestières en dehors de leurs habitat naturel, dans le but de soutenir la pérennité de ces espèces considérées parmi les ressources biologiques en général et sylvestres de façon particulière", a indiqué Mme. Amer Fathia, signalant que cette initiative sera élargie à d'autres espèces, menacées d'extinction.

ENVIRONNEMENT

Vers le recyclage de 10 % des déchets d'ici 2024 (ministre)

La ministre de l'Environnement, Nassira Benharrats, a affirmé lundi à Guellal, une commune du Sud de la wilaya de Sétif, que la stratégie de son département vise à assurer le recyclage de 10 % des déchets produits à l'échelle nationale d'ici 2024.

Le ministère de l'Environnement "œuvre à porter le taux de recyclage des déchets à 10% en l'an 2024", a notamment indiqué la ministre après avoir inauguré une unité de revalorisation et recyclage du plastique utilisé dans la zone des activités et de stockage de la commune de Guellal.

Mme Benharrats a également assuré que son département "demeurera disposé à accompagner et encourager les entreprises activant dans les domaines de la collecte, du recyclage et de la revalorisation ainsi que toute initiative susceptible d'apporter un plus à l'économie nationale".

La ministre a invité, à l'occasion, les responsables de cette entreprise privée à



travailler "exclusivement avec les personnes qui collectent les produits plastiques recyclables dans un cadre officiel déclaré car ce sont eux qui contribuent à la dynamisation de l'écono-

mie nationale". Elle a révélé en outre que la coordination est en cours avec les autorités locales pour lever le gel sur nombre de projets et "trouver des solutions aux problèmes des opéra-

teurs du secteur". La ministre poursuivra sa visite dans la wilaya par l'inauguration d'une unité de traitement des déchets spéciaux, dangereux et hospitaliers installée dans la zone d'activités de la commune El Ouldja, l'inspection du centre d'enfouissement technique de la commune de Béni Fouda et poser la première pierre d'une station de traitement des eaux d'une huilerie.

Mme Benharrats présidera aussi une opération de plantation de 1000 arbres au niveau du barrage El-Maouane dans la commune El-Ouricia avant de visiter à l'université de Sétif-1 une exposition réservée aux entreprises activant dans le domaine de l'environnement.

CONSTANTINE

Des ateliers pédagogiques et récréatifs pour les enfants à l'occasion des vacances d'hiver

Des ateliers pédagogiques et récréatifs destinés aux enfants ont été lancés, lundi, à la bibliothèque publique de lecture Mustapha-Nettour, sis au chef-lieu de wilaya de Constantine, à l'occasion des vacances scolaires d'hiver, a-t-on appris de la directrice de cette structure culturelle.

Il s'agit d'ateliers d'initiation au dessin et d'innovation artistique, de lecture et d'écriture, de conte, de peinture et de coloriage ainsi que les travaux manuels, qui ont été réservés à la catégorie des scolarisés de cycles d'enseignement primaire et moyen, âgés entre 6 et 14 ans, a précisé à l'APS la directrice de cette bibliothèque Ouafya Derouaz.

L'organisation de cette manifestation vise à "promouvoir l'intelligence, l'imagination, la créativité et la personnalité des

jeunes générations, et développer le goût artistique à travers leur participation à ce genre d'initiatives", a expliqué la même responsable.

L'activité constitue également, a encore souligné la même responsable, une opportunité pour découvrir les jeunes talents dans ces domaines et à mettre en exergue le rôle de la bibliothèque dans l'éducation et la culture des petits enfants.

Cet espace de détente et de loisirs propose de nombreux ouvrages versés dans différents domaines scientifiques, éducatifs et de divertissement, en vue de permettre à un grand nombre d'amateurs de la lecture d'élargir leurs connaissances, a-t-elle noté.

Encadrés par des animateurs de la bibliothèque, des enseignants spécialisés

et psychologues bénévoles du secteur de l'Éducation, ces ateliers sont destinés aussi bien aux enfants issus des zones urbaines que celles suburbaines et rurales à l'instar des communes de Messaoud Beroujeriou et d'Ibn Ziad, a ajouté Mme Derouaz.

En outre, des ateliers ludiques autour de jeux de réflexion figurent au programme de ces journées culturelles et artistiques, a-t-elle fait savoir, signalant que la manifestation sera clôturée la fin de la semaine en cours avec la remise de diplômes d'encouragement aux enfants participants.

Pour rappel, le nombre d'enfants ayant bénéficié de séances de lecture au sein de la bibliothèque publique de lecture Mustapha-Nettour, depuis son inauguration, fin 2017, s'élève à 500 scolarisés.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

7 décès et 142 blessés durant les dernières 24h

Sept (7) personnes ont trouvé la mort et 142 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers différentes régions du pays durant les dernières 24 heures, selon un bilan publié lundi par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Ain Témouchent où trois personnes ont trouvé la mort et 10 autres ont été blessées dans 3 accidents de la route. Les secours de la Protection civile sont intervenus également durant cette période pour pro-

diguer les premiers soins à 5 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-bains à travers les wilayas de Tizi-Ouzou (03 personnes) et Médéa (02 personnes). A EL Eulma, dans la wilaya de Sétif, les services de la protection civile sont intervenus pour évacuer le corps d'une personne décédée d'asphyxie par le monoxyde de carbone. La Protection civile a été sollicitée, en outre, pour l'extinction d'un incendie urbain dans la wilaya d'Oran. L'incendie qui s'était déclaré

dans une habitation de la commune de Sidi-Chahmi, n'a pas fait de victime, précise la Protection civile. Par ailleurs, un total de 143 agents, tous grades confondus, et 29 ambulances ainsi que 11 engins d'incendie ont été mobilisés durant la même période par la direction générale de la Protection civile pour effectuer des opérations de sensibilisation des citoyens et de désinfection générale des quartiers à travers 8 wilayas, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie du Coronavirus (Covid-19). Selon

la même source, les unités de la Protection civile ont effectué, durant cette période, 42 opérations de sensibilisation à travers 6 wilayas (42 communes) pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation sociale, ainsi que 32 opérations de désinfection générale à travers 2 wilayas (17 communes). Les opérations de désinfection ont touché l'ensemble des infrastructures, édifices publics et privés, quartiers et ruelles, conclut le communiqué de la Protection civile.

ORNITHOLOGIE

Blida: recensement hivernal des oiseaux migrateurs

L'opération de recensement hivernal des oiseaux migrateurs a été lancée au niveau des zones humides de la wilaya de Blida, par la direction du Parc national de Chréa, en coordination avec la conservation locale des forêts, a-t-on appris, dimanche, auprès de la chargée de la communication de la conservation des forêts. Selon Mme. Fathia Amer, cette opération, qui se poursuivra jusqu'à fin février prochain, et qui est menée par une équipe de spécialistes du Parc national de Chréa, de la conservation des forêts et de

la Fédération des chasseurs de la wilaya, touchera la totalité des zones humides qui constituent une halte pour différentes espèces d'oiseaux migrateurs".

Ce recensement concernera la zone humide "Selssala" de la commune de Larbaa, la zone Megtaâ Lezreg de Hammam Melouane, les barrages de Amroussa et de Zehairia à Bouinane, ainsi que la retenue collinaire de Sidi Hammad (Meftah) et le barrage El Moustakbal, qui seront touchés pour la première fois par cette opération.

L'objectif principal visé par ce recensement hivernal est la "découverte et le suivi de nouvelles espèces d'oiseaux migrateurs dans la wilaya, vu l'importance de ces zones humides dans la biodiversité", a indiqué Mme. Amer. Cette même responsable a signalé le recensement, ces dernières années, de deux nouvelles espèces d'oiseaux migrateurs au niveau des zones humides de Blida, à savoir la foulque macroule appelée, également, la poule d'eau et le canard colvert.

ETATS-UNIS

Une puissante tempête de neige touche la côte Est du Pays

Une puissante tempête devait couvrir de neige lundi nombre de villes sur la côte Est des États-Unis, dont New York, après avoir touché la capitale Washington.

Un avis de tempête hivernale a été émis par le service météorologique national (NWS) pour le nord-est des États-Unis, sur un territoire allant de la Virginie jusqu'au Maine, peuplé de dizaines de millions de personnes.

Le NWS a prévenu les New Yorkais qu'ils devaient s'attendre à d'importantes chutes de neige lundi, avec des conditions "proches du blizzard" près de la côte.

Le maire Bill de Blasio a décrété l'état d'urgence locale alors que la ville de plus de huit millions d'habitants se préparait à la tempête, limitant les déplacements non essentiels et gardant les routes dégagées pour les véhicules d'urgence.

"Cette tempête hivernale sera dangereuse, avec d'importantes chutes de neige et des vents forts.

Si vous pouvez rester à la maison, faites-le", a-t-il dit sur Twitter.

Au sud de New York, dans le nord du New Jersey et sur une partie du Connecticut la couche de neige pourrait atteindre entre 45 et 60 centimètres, selon le NWS. Le



gouverneur du New Jersey, Phil Murphy, a lui aussi déclaré l'état d'urgence, donnant ainsi aux autorités la possibilité de fermer des routes, d'évacuer des habitations et d'acheminer des équipements nécessaires pour la sécurité publique. Il a également ordonné la suspension de l'ensemble du transport public dans tout l'Etat lundi, et s'est coordonné avec les services publics pour anticiper d'éventuelles coupures de courant.

"Chargez vos appareils et

si vous êtes affectés par des coupures de courant, signalez-le immédiatement" aux autorités, a-t-il écrit sur Twitter à l'adresse des habitants.

Philadelphie a également déclaré l'état d'urgence de neige, fermant les bâtiments de la municipalité lundi et ordonnant aux habitants de dégager leurs voitures des routes d'urgence pour que les chasse-neige puissent passer.

La tempête devrait frapper le Maine mardi.

Elle avait d'abord touché

les parties montagneuses de la Californie avec par endroits des couches de neige d'1,8 mètre de hauteur la semaine dernière, avant de se déplacer vers le Midwest, touchant en particulier Chicago.

A Washington, la neige a commencé à tomber dans la nuit de samedi à dimanche.

La NWS prédit une couche de neige pouvant aller jusqu'à une vingtaine de cm dans la région de Washington et Baltimore, dans le Maryland.

La tempête devait se poursuivre jusqu'à mardi, se terminant par un mélange de glace et de pluie verglaçante.

Les habitants de la capitale fédérale se sont précipités dehors pour profiter de la neige.

Selon un responsable de la Maison Blanche, le président Joe Biden a réuni des conseillers dimanche pour discuter d'"une série de sujets, dont l'approche de la tempête hivernale", ainsi que les vaccins contre le coronavirus et le plan de sauvetage économique.

AUTRICHE

10.000 participants à une manifestation contre le port du masque

Environ 10.000 personnes, dont des néonazis, ont bravé dimanche à Vienne, en violation des mesures sanitaires, une interdiction de manifester contre le couvre-feu et le confinement décidés par le gouvernement pour tenter d'endiguer le coronavirus.

La police avait interdit samedi cette manifestation, à la suite d'un précédent défilé ayant également rassemblé 10.000 personnes mi-janvier et au cours duquel les participants avaient été nombreux à ne pas porter de masques et à ne pas respecter les distances de sécurité.

Mais selon les forces de l'ordre, plusieurs milliers de personnes ont quand même répondu dimanche après-midi à l'appel du parti d'extrême droite FP qui avait organisé la manifestation et jugé "scandaleuse" son interdiction.

Parmi elles figuraient des militants néonazis et des hooligans.

La police a procédé à 10 interpellations quand la foule a refusé de se disperser et a voulu marcher en direction du parlement, bloquant la circulation.

Quatre policiers ont été blessés et plus de 800 personnes ont été verbalisées pour non respect des mesures sanitaires, selon le ministre de l'Intérieur Karl Nehammer, qui a organisé une conférence de presse dans la soirée, précisant que la manifestation avait pris fin vers 19h30.

Plus tôt dans la semaine, l'ancien ministre de l'Intérieur Herbert Kickl, membre du parti FP, avait appelé à descendre dans la rue ce dimanche contre le couvre-feu et le troisième confinement en vigueur.

C'était la première fois que ce parti organisait officiellement un rassemblement pour contester les mesures décidées par le gouvernement écolo-conservateur pour tenter de limiter les contaminations par le coronavirus. Cette manifestation avait été interdite en raison des "troubles à l'ordre public" qu'elle était susceptible d'engendrer.

"On assiste à une censure inédite", s'était insurgé M. Kickl samedi devant des journalistes. "C'est un scandale", avait-il ajouté.

Le FP avait ensuite déposé une seconde demande d'autorisation pour "défendre la démocratie, la liberté et les droits fondamentaux", mais la police l'avait également rejetée.

Elle avait mis en avant le risque de nouveau foyer de contamination, "en raison de la transmissibilité accrue des nouveaux variants" et "du manque de traçabilité des contacts" dans les rangs des manifestants.

Malgré un nouveau confinement, accompagné d'un couvre-feu, décrété après Noël, l'Autriche, qui compte 8,9 millions d'habitants, a enregistré dimanche 1.190 nouveaux cas. Selon un sondage paru samedi dans l'hebdomadaire Profil, 64% des Autrichiens réclament la fermeture des remontées mécaniques dans les stations de ski, actuellement ouvertes.

Les écoles, les salles de sport, les hôtels, les restaurants, les magasins non essentiels et les lieux culturels sont fermés.

L'opposition sociale-démocrate s'est prononcée samedi en faveur d'une réouverture des écoles le 8 février.

COLOMBIE

Douze morts après le naufrage de deux bateaux

Au moins douze personnes, dont sept enfants, sont mortes samedi dans le naufrage de deux bateaux à proximité de la ville colombienne de Tumaco, à la frontière de l'Équateur, ont annoncé dimanche les autorités locales.

"Nous avons appris que deux bateaux avaient chaviré et que 35 personnes avaient pu être sauvées. Dix adultes et

trois enfants sont actuellement hospitalisés", a déclaré aux journalistes, sans autres précisions sur les circonstances de ce drame, le contre-amiral Jose David Espitia, de la Marine nationale colombienne. "A l'heure actuelle", on sait que douze personnes ont péri, dont sept enfants âgés de trois à seize ans, et de son côté annoncé María Emilsen

Angulo, la maire de Tumaco, une municipalité de la côte pacifique de la Colombie. Il y a "une forte probabilité" que l'on retrouve encore des corps sans vie, a-t-elle aussitôt ajouté. L'accident s'est produit samedi soir, au moment où les bateaux naviguaient entre Tumaco et la ville de San José del Guayabo, dans le département de Narinño.

GRÈCE

Séisme de magnitude 5 au large de Lesbos, aucune victime à déplorer

Un séisme de magnitude 5 s'est produit lundi matin au large de l'île grecque de Lesbos, sans faire ni victimes ni dégâts importants, a annoncé l'Observatoire géodynamique d'Athènes.

Le tremblement de terre a eu lieu à 4h46 GMT (7h46

locales) et a été suivi deux secousses lundi matin d'une magnitude de 4,8 et 4,5. L'épicentre du séisme était situé en mer à 46 kilomètres au sud-ouest de l'île de Lesbos, selon l'Observatoire géodynamique d'Athènes.

La Grèce est située sur

d'importantes failles géologiques et les tremblements de terre y sont fréquents surtout en mer, le plus souvent sans faire de victimes.

Le dernier séisme mortel en Grèce de magnitude 7 a eu lieu le 30 octobre 2020 en mer Egée, entre l'île grecque

de Samos et la ville d'Izmir (ouest de la Turquie).

Deux adolescents étaient morts sur l'île grecque de Samos, alors que côté turc, le tremblement de terre avait fait 114 morts et quelque 1.035 blessés.

FRANCE

Un incendie provoque d'importants retards de trains dans le sud-est

Environ 3.000 voyageurs ont été retardés, certains pendant plusieurs heures, dimanche soir à la suite à d'une coupure de la circulation des trains dans le sud-est de la France en raison d'un incendie à proximité des voies, a indiqué l'agence AFP, citant des sources de la SNCF, la compagnie française des chemins de fer.

Une vingtaine de trains ont été impactés.

Ils n'ont pas pu être remplacés par des cars, a précisé la SNCF, en raison de l'importance de l'incident.

Dimanche soir, les voyageurs impactés se sont vu offrir des plateaux-repas, des bouteilles d'eau et des masques de rechange. Plusieurs départs de feux se



sont déclarés en milieu d'après-midi le long de la voie ferrée entre Sanary-sur-mer et Bandol, a priori au passage d'un train "présentant un problème mécanique ayant généré des projections d'étincelles", selon les pompiers du Var.

Selon la SNCF, c'est un train de fret qui a "eu un problème sur son convoi".

Une enquête interne va être menée.

Il a fallu plusieurs heures aux 45 pompiers engagés pour maîtriser l'incendie, qui menaçait aussi des villas près de la voie ferrée.

Vers 19h30 (18h30 GMT), l'ensemble des foyers étaient éteints, selon les pompiers, ajoutant que l'incendie n'avait fait aucun blessé ni touché aucune habitation.

TURQUIE

Deux séismes secouent l'ouest du pays

Deux séismes ont secoué, lundi matin, la province d'Izmir dans l'ouest de la Turquie, a indiqué la direction turque des Catastrophes Naturelles et des Situations d'Urgences (AFAD). Un premier séisme de magnitude 5,1 s'est produit à 8h46 (heures locales), à 20,69 kilomètres de profondeur, dans le district de Karaburun.

Une minute après, à 8h47, un deuxième séisme de magnitude 4,8 s'est produit à 7 kilomètres de profondeur.

ORAN

Lancement de la campagne de vaccination anti-Covid-19

Le coup d'envoi de la campagne de vaccination anti-Covid-19 dans la wilaya d'Oran sera donné mardi à partir de l'Établissement hospitalo-universitaire (EHU) "1er Novembre", rapporte lundi un communiqué des services de la wilaya. Aucune information sur le quota de la wilaya d'Oran n'a été communiquée pour le moment, néanmoins le directeur local de la Santé et de la Population (DSP) avait récemment déclaré que la campagne, qui s'étalera sur l'année en cours, vise à vacciner dans une première phase 120.000 personnes, dont 70.000 travailleurs de la santé. Les premiers groupes ciblés, conformément aux directives du Conseil scientifique chargé du suivi de l'évolution de l'épidémie, sont les professionnels de la santé, les personnes occupant des postes stratégiques, ainsi que les personnes âgées et celles souffrant de maladies chroniques.

Le DSP a toutefois mentionné que toute personne souhaitant se faire vacciner, même si elle ne figure pas parmi les groupes prioritaires, peut prendre rendez-vous dans l'une des 50 polycliniques mobilisées pour la campagne de vaccination.

Tous les moyens nécessaires pour le stockage et le transport du vaccin sont prêts depuis des semaines, et la campagne devrait démarrer dans de bonnes conditions, selon le chargé de communication de la DSP, Dr Youcef Boukhari.

BOUIRA

126 centres de santé mobilisés pour la vaccination contre la Covid-19

Au total, 126 centres de santé ont été mobilisés et sont prêts à lancer la campagne de vaccination contre la Covid-19 à travers les différentes communes de la wilaya de Bouira, a indiqué lundi le directeur de la santé et de la population (DSP), Mohamed Laib. "Nous avons mobilisé 126 centres de santé pour mener la campagne de vaccination contre la pandémie de la Covid-19. Ces centres sont répartis à travers les 12 Dairas de la wilaya", a expliqué à l'APS, M. Laib. Tous les moyens matériels sont mis à la disposition des staffs médicaux et paramédicaux pour mener cette campagne, qui devra débuter une fois le vaccin reçu par la wilaya, a assuré le directeur de la santé. Le secteur de la santé a mobilisé aussi dix brigades composées de médecins et d'infirmiers qualifiés, pour effectuer des déplacements à travers les zones d'ombre de la wilaya afin de vacciner les populations, a-t-il ajouté.

Le responsable a rappelé que "la priorité sera donnée aux professionnels de la santé, puis aux personnes âgées de plus de 65 ans, et aux malades chroniques". D'une capacité de stockage de 600 litres de vaccins, des chambres froides bien équipées sont prêtes à recevoir les premières quantités du vaccin, selon la DSP. La vaccination se déroulera en deux phases pour chaque personne concernée, a tenu à préciser M. Laib. S'agissant de la situation de la pandémie à Bouira, le directeur de la santé a souligné une "régression" des cas de contamination enregistrés depuis quelques semaines, "grâce au niveau élevé de vigilance et de prévention des citoyens ainsi qu'aux mesures de confinement instaurées à travers la wilaya", a-t-il estimé. "La prévention est très importante. Les gens doivent être vigilants en respectant les mesures barrières, car le virus pourra à tout moment rebondir", a-t-il mis en garde.

CHU D'ANNABA

4 greffes rénales réalisées en janvier 2021

Quatre (4) malades d'insuffisance rénale ont bénéficié de greffe rénale au centre hospitalo-universitaire CHU d'Annaba dans le cadre de la concrétisation du programme de greffe tracé pour l'exercice 2021, a-t-on appris dimanche dans un communiqué de la Direction générale de cette infrastructure de santé.

Les greffes effectuées au profit de 3 hommes et 1 femme âgés entre 19ans et 47ans issus des wilayas d'Annaba, Guelma et d'El Tarf ont eu lieu dans la période allant du 28 au 30 janvier courant par un staff du CHU d'Annaba composé de médecins et chirurgiens spécialisés dans la greffe rénale et encadré par le professeur Achène Atik chef de service de néphrologie, de l'hémodialyse et de la transplantation rénale au CHU d'Annaba et le professeur Hocine Chaouche, directeur général de l'Agence nationale des greffes (ANG), selon le com-

munié. A travers le programme de transplantation rénale destiné à alléger la souffrance des malades concernés et les coûts de la prise en charge de cette catégorie de malade, le CHU d'Annaba aura réalisé un "bond important" dans la maîtrise des techniques de greffe, ajoute le communiqué. Le programme de greffe du CHU d'Annaba, vise la réalisation de plus de 40 opérations de transplantations rénale, précise le communiqué.

Le CHU d'Annaba ambitionne de rattraper le retard enregistré en matière de transplantation rénale durant l'année 2020 en raison du Covid-19 ayant entraîné la suspension, pendant plusieurs mois, des activités dans plusieurs services sanitaires, selon la même source. Le CHU d'Annaba a effectué en 2020 un total de 18 opérations de transplantation rénale, a rappelé la même source.

ALGÉRIE - BILAN CORONAVIRUS

239 nouveaux cas, 186 guérisons et 3 décès ces dernières 24 heures en Algérie (Fourar)

Deux cent trente-neuf (239) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 186 guérisons et 3 décès ont été enregistrés au cours des dernières 24 heures en Algérie, a annoncé lundi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 107578, dont 239 nouveaux cas, soit 0,5 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 2894 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 73530, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 21 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 22 n'ayant enregistré aucun cas, alors que 5 autres ont enregistré plus de 10 cas, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, 29 patients sont actuellement en soins



intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation

épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation

physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

PHARMACIE

Mise en place de l'Observatoire de veille sur la disponibilité des produits pharmaceutiques (Ordre des pharmaciens)

L'Observatoire national de veille sur la disponibilité des produits pharmaceutiques, muni d'une plateforme numérique permettant le suivi en temps réel des stocks en rupture ou sous tension, sera mis en place mardi, a indiqué lundi le président de l'Ordre national des pharmaciens, le docteur Abdelkrim Touahria.

Cet observatoire aura pour objectif "d'avoir une visibilité en temps réel sur la liste des médicaments en rupture totale des stocks ou sous tension à travers une plateforme numérique qui sera renseignée de façon régulière par toutes les parties concernées (producteurs, importateurs, distributeurs, pharmaciens d'officine et hospitaliers)", a-t-il précisé à l'APS.

Selon lui, il s'agit également de faire des propositions sur les solutions et les mesures adéquates afin d'assurer la disponibilité permanente des produits pharmaceutiques notamment les médicaments essentiels dans le cadre de la stratégie mise en place par le ministère de l'Industrie pharmaceutique.

"Cette stratégie vise à prévenir les ruptures et les difficultés d'approvisionnement en veillant sur la traçabilité du circuit du médicament

depuis sa production ou son importation jusqu'au malade et éviter ainsi les problèmes de surstock, de rétention et de vente concomitante qui est une pratique "anti-déontologique", explique le président de l'Ordre national des pharmaciens.

L'autre mission de l'observatoire sera, poursuit-il, l'établissement de la liste des médicaments essentiels pour une meilleure prise en charge du citoyen notamment les pathologies lourdes (maladies chroniques, cancers...) ainsi qu'une meilleure régulation pour une meilleure maîtrise et une meilleure gestion de ce secteur.

Selon M. Touahria, les ruptures d'approvisionnement sont une réalité qui date depuis plusieurs décennies et qui n'est pas propre à l'Algérie, soulignant que les causes sont diverses et multiples, citant notamment les problèmes structurels tels que l'absence de visibilité sur les stocks existants et l'absence de statistiques de consommation.

Il cite également comme causes l'absence de coordination entre prescripteurs et dispensateurs, l'absence de visibilité sur la liste des produits en rupture, sous tension ou en difficulté d'approvisionnement et une utilisation

non rationnelle des prescripteurs ou des citoyens.

Ainsi, soutient M. Touahria, il a été décidé de créer l'observatoire pour toutes ces raisons et dans le cadre d'une stratégie mise en place par le ministère de l'Industrie pharmaceutique en collaboration avec toutes les parties concernées, à savoir l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANP), les producteurs, les distributeurs, les syndicats, les fédérations, les associations et les Ordres (médecins et pharmaciens).

Le directeur général de l'Agence nationale du médicament (ANM), Kamel Mansouri, avait assuré, fin 2020, que la disponibilité des médicaments en rupture d'approvisionnement au niveau du marché algérien allait connaître une "nette amélioration" dès la fin du mois de janvier 2021.

Tout en reconnaissant que le marché local du médicament a connu des ruptures de près de 100 médicaments ces derniers mois, M. Mansouri avait déclaré que la mise en place de l'observatoire de veille sur la disponibilité des produits pharmaceutiques allait contribuer à régler le problème des ruptures.

CANCER

La prise en charge des cancéreux au cœur d'une rencontre scientifique jeudi à Blida

La prise en charge et l'accompagnement psychologique et social des cancéreux sera au centre de la 14 journée d'étude scientifique qu'organisera jeudi prochain à Blida l'association nationale d'aide aux personnes atteintes de cancer "El Badr", a indiqué lundi la chargée de la communication de l'association, Mme Wissam Sedira. L'association El Badr organisera le 4 février en cours, la 14ème rencontre, à distance, en application des mesures sanitaires instaurées pour faire face à la Covid-19, et qui aura pour thème l'accompagnement psychologique et social des malades atteints de cancer", a tenu à expliquer à l'APS Mme Sedira. Des médecins spécialistes et experts devront prendre part à cette rencontre qu'abritera la Maison El Hssane de l'association "El Badr". Les participants saisiront cette occasion pour expliquer et sensibiliser sur les méthodes d'infor-

mer le patient sur sa maladie, ainsi que sur la prise en charge psychologique du malade mais aussi de sa famille. "Les spécialistes expliqueront entre autres les procédures administratives pour l'hospitalisation des malades atteints de cancer. Nous allons également expliquer le rôle de l'Association El Badr dans l'accompagnement des patients durant la période de soins", a encore précisé Mme Sedira. Un représentant de la Caisse nationale d'assurance sociale (CNAS) sera, lui aussi, présent à cette journée d'étude, pour expliquer et informer l'assistance sur les droits du malade et les indemnités médicales, selon les détails fournis par la responsable. "La rencontre sera également marquée et clôturée par une série de témoignages des patients atteints de cancer sur les difficultés vécues", a conclu Mme Sedira.

PANDEMIE DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE Au moins 2.227.605 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 2.227.605 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi lundi par des sources officielles.

Plus de 102.878.810 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 62.454.800 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Sur la journée de dimanche, 8.457 nouveaux décès et 404.266 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.955 nouveaux morts, le Royaume-Uni (587) et le Brésil (559). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 441.331 décès pour 26.187.424 cas recensés, selon le comptage



de l'université Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 224.504 morts et 9.204.731 cas, le Mexique avec 158.536 morts (1.864.260 cas), l'Inde avec 154.392 morts (10.757.610 cas), et le Royaume-Uni avec 106.158 morts (3.817.176 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui

déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 182 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Slovaquie (168), le Royaume-Uni (156), la République tchèque (153) et l'Italie (146).

L'Europe totalisait lundi à 11h00 GMT 738.573 décès pour 33.409.695 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 597.439 décès (18.924.598 cas), les Etats-Unis et le Canada 461.347 décès (26.964.985 cas), l'Asie 240.696 décès (15.234.753 cas), le Moyen-Orient 97.626 décès (4.743.191 cas), l'Afrique 90.979 décès (3.569.885 cas), et l'Océanie 945 décès (31.707 cas).

FRANCE

Près de 20.000 nouveaux cas, hospitalisations en hausse

La France a enregistré près de 20.000 nouveaux cas de Covid-19 en 24 heures, tandis que le nombre des hospitalisations et des réanimations est en hausse, selon les chiffres officiels diffusés dimanche.

Le site internet du gouvernement rassemblant les données relatives au Covid-19 rapporte 19.235 nouvelles contaminations.

Le taux de positivité des tests n'était pas disponible dimanche soir.

Dimanche, 27.573 malades du Covid-19 étaient hospitalisés (+331 par rapport à la veille), dont 816 nouvelles admissions en 24 heures, selon les données de Santé publique France.

Et 3.148 patients Covid-19 sont en réanimation ou soins intensifs, un chiffre également en hausse (+45), avec 148 nouvelles admissions.

En outre, 195 décès ont été enregistrés à l'hôpital en 24 heures, soit un

total de plus de 76.000 morts depuis le début de l'épidémie. Quatre semaines après le début de la vaccination en France, près de 1,48 million de personnes ont reçu au moins une dose de vaccin. Parmi elles, environ 45.000 avaient reçu les deux doses samedi soir, selon Santé publique France, qui donne ces chiffres avec un jour de décalage.

Malgré une situation épidémiologique jugée "préoccupante", le gouvernement a décidé vendredi soir de jouer une dernière carte pour éviter un troisième confinement, en renforçant plusieurs mesures restrictives. "L'idée, c'est de gagner du temps, de limiter la casse", a déclaré le ministre de la Santé Olivier Véran au Journal du Dimanche.

"Le moindre mois, la moindre semaine, le moindre jour de confinement qu'on peut éviter aux Français,

il faut qu'on le prenne. On le doit à nos commerçants, à nos artisans, aux PME et aux Français, pour qui c'est extrêmement difficile depuis près d'un an", a renchéri le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, dimanche sur BFMTV. "La légère décélération des contaminations peut nous permettre d'observer, durant quelques jours, ce qu'il va se passer", a poursuivi M. Véran. Lorsque la décision "a été prise vendredi en conseil de défense, l'incidence, c'est-à-dire le nombre de nouveaux cas quotidiens, avait peu augmenté depuis quatre jours.

C'est encore le cas aujourd'hui". Par ailleurs, la circulation du variant anglais "s'intensifie - de 50 % chaque semaine - mais de manière moins intense qu'à l'étranger où des hausses de 70 à 100 % ont été relevées", a ajouté le ministre.

RUSSIE

17.648 nouvelles infections

La Russie a signalé 17.648 cas supplémentaires d'infection au nouveau coronavirus au cours des dernières 24 heures, portant son bilan à 3.868.087, a déclaré lundi le centre de surveillance et de réaction de COVID-19 du pays.

Beaucoup de nouvelles infections ont été découvertes à Moscou, avec 2.037 au cours de la dernière journée, portant

le total cumulatif de la capitale à 932.109. Depuis le début de la pandémie, un total de 73.619 décès liés au COVID-19 ont été recensés, dont 437 ces dernières 24 heures dans le pays.

Le nombre de guérisons a augmenté de 18.169 pour atteindre 3.318.173. Jusqu'à présent, plus de 102,3 millions de tests ont été faits à travers le pays.

VACCIN

La Mauritanie cherche un vaccin pouvant être conservé entre -20 C et 8 C

La Mauritanie cherche un vaccin anti-COVID-19 pouvant être conservé entre -20 C et 8 C, ce qui conviendrait nettement mieux à son climat chaud et à sa température moyenne annuelle de 30 C, a indiqué dimanche le directeur général de la Santé publique, Sidi Ould Zahaf.

"Les conditions de stockage des vaccins varient.

Nous avons donc opté pour un vaccin compatible aux conditions de conservation utilisées dans nos programmes de vaccination.

Le programme de vaccination de routine suit une conservation négative jusqu'à -20 C et positive jusqu'à 8 C", a

expliqué M. Zahaf. Selon les autorités sanitaires, les types de vaccin exigeant une conservation en dessous de -20 C ont un coût logistique "élevé" et "nécessitent du temps" pour les acheminer vers des populations dispersées sur un territoire vaste de 1.030.700 km². "Il y a surtout toute la question de destruction de la logistique, après.

Toute conservation comprend aussi des produits toxiques. Et s'en débarrasser ne sera pas une mince affaire", a ajouté le directeur général.

Le 9 décembre dernier, le Premier Ministre Mohamed Ould Bilal, rendant visite aux malades du COVID-19 au Centre hospitalier national (CHN),

a informé que le pays obtiendrait 20% de ses besoins en vaccin à travers l'initiative mondiale d'acquisition de vaccins anti-COVID-19.

"La priorité sera donnée aux personnels de santé, aux personnes âgées et à celles souffrant de maladies chroniques, ainsi qu'aux fonctionnaires, aux agents de sécurité et à tous ceux qui sont chargés de protéger les citoyens de la contamination au virus", avait déclaré le Premier ministre à la presse locale.

Depuis l'apparition du virus le 13 mars 2020, la Mauritanie compte 16.635 cas confirmés, dont 422 décès et 15.676 guérisons.

VACCIN ANTI-COVID DE VALNEVA

Le Royaume-Uni commande 40 millions de doses

Le gouvernement britannique a exercé une option visant la fourniture de 40 millions de doses supplémentaires du candidat-vaccin contre la Covid-19 de Valneva pour 2022, portant à 100 millions le nombre total de doses commandées auprès du laboratoire franco-autrichien, selon un communiqué publié lundi.

Valneva et le Royaume-Uni avaient signé en septembre un partenariat portant sur un potentiel de 190 millions de doses, pour une valeur maximale de 1,4 milliard d'euros.

"Le gouvernement britannique conserve par ailleurs des options pour 90 millions de doses supplémentaires livrables entre 2023 et 2025", avait affirmé le laboratoire.

Dans une déclaration, le gouvernement britannique a signalé que ce dernier accord portait à 407 millions le nombre de doses commandées auprès de différents fournisseurs au cours des deux prochaines années.

Le vaccin de Valneva est développé via une technologie déjà éprouvée à base de virus inactivé, à l'opposé de l'ARN messenger, la solution utilisée par Pfizer/BioNTech et Moderna.

Quelque 150 adultes participent actuellement à un essai clinique de phase 1/2 et les premiers résultats de l'étude sont attendus en avril 2021.

Valneva avait indiqué la semaine passée avoir initié la production de son candidat-vaccin afin d'optimiser son calendrier de livraisons potentielles, au moment où des polémiques ont émergé concernant le respect des contrats déjà signés entre l'Union européenne et plusieurs laboratoires à ce sujet.

En janvier, la Commission européenne avait pour sa part affirmé avoir conclu des pourparlers exploratoires avec Valneva et envisager d'acheter jusqu'à 60 millions de doses.

CORONAVIRUS - TRAFIC Europol met en garde contre un trafic de faux certificats de tests négatifs

L'agence européenne de police Europol a averti lundi les voyageurs de se méfier de la vente dans les aéroports de faux certificats de tests négatifs au Covid-19 par le crime organisé pour des sommes allant jusqu'à 300 euros.

"Il est très probable que des criminels saisisseront l'occasion de produire et vendre de faux certificats de tests au Covid-19 aussi longtemps que des restrictions aux voyages seront maintenues en raison de la pandémie", estime Europol.

"Etant donné l'étendue des moyens technologiques disponibles avec des imprimantes de haute qualité et divers logiciels, les faussaires sont capables de produire des documents faux ou contrefaits de haute qualité", ajoute l'agence, basée à La Haye (Pays-Bas).

Il y a 10 jours, un homme soupçonné de vendre de faux certificats de non-contamination au Covid-19 a été arrêté à l'aéroport de Luton, en Grande-Bretagne.

Début novembre, la police française avait arrêté sept personnes dans le cadre du démantèlement d'un trafic de faux certificats de tests négatifs au Covid-19 reprenant le nom d'un laboratoire existant, vendus à des prix allant de 150 à 300 euros à des voyageurs à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, près de Paris.

En Espagne, la police a arrêté un homme vendant de faux documents de ce type pour 40 euros en ligne, et aux Pays-Bas des trafiquants faisaient de même en utilisant des applications de messagerie de téléphonie mobile.

"La détection de faux certificats de tests négatifs au Covid-19 confirme que des criminels, qu'il s'agisse de groupes de crime organisé ou d'escrocs individuels, saisissent l'occasion dès qu'elle apparaît", souligne Europol.

MARCHE À PIED

COMBIEN FAUT-IL FAIRE DE PAS CHAQUE JOUR POUR PERDRE DU POIDS ?

Envie de bouger un peu plus pour retrouver la ligne ? N'hésitez donc pas à pratiquer le sport le plus accessible qui soit : la marche à pied. Explications avec Gilles Mondoloni, médecin du sport.

Vous le savez : bouger, c'est bon pour la ligne, mais pas seulement. "Pour la plupart des adultes en bonne santé, 150 minutes par semaine d'activité physique d'intensité modérée répartie sur trois à cinq séances sont associées à un taux inférieur de maladies cardiovasculaires et de mortalité prématurée", précise même la Haute Autorité de Santé. Et bien évidemment, le moyen le plus facile d'accumuler ces précieuses minutes pour perdre vos kilos superflus (entre autres choses), c'est encore de marcher. Mais à quelle fréquence ? Et quelle intensité ? Réponses avec un expert.

POURQUOI IL FAUT FAIRE ENTRE 3000 ET 3500 PAS PAR JOUR

"Je recommande à tout le monde de marcher au moins une demi-heure par jour à pas rapides", explique d'emblée le médecin du sport parisien Gilles Mondoloni. "Cela permet de brûler des calories, d'activer le système cardio-vasculaire et respiratoire et de dérouiller les articulations." Très bien, mais pourquoi 30 minutes (soit l'équivalent de 3000 à 3500 pas) ? "Parce qu'il y a une notion d'inertie de l'organisme à prendre en compte pour



que ça fonctionne. Le corps doit se préparer à l'effort au niveau musculaire, respiratoire et enzymatique." En d'autres termes, en dessous d'une certaine durée (et d'une cer-

taine intensité), marcher vous servira seulement à vous déplacer. Pas beaucoup plus. "Et ne faites pas 6 x 5 minutes dans la journée, ça ne sert à rien !", ajoute l'expert.

À L'ASSAUT DES GRAISSES PROFONDES

Si marcher une demi-heure chaque jour vous permettra de rester en forme et d'habituer votre

corps à un effort régulier, il faudra néanmoins allonger progressivement vos séances pour accélérer votre perte de poids. D'autant plus que selon le docteur Mondoloni, "à partir d'une heure par jour (6 000 à 7 000 pas), la marche va aller chercher des graisses profondes, au niveau de l'abdomen, que même certains sports comme la musculation ne sollicitent pas." Mais bien évidemment, inutile de marcher autant si vous pratiquez des sports d'endurance en parallèle.

CHAUSSURES, BÂTON : ÉQUIPEZ-VOUS CORRECTEMENT !

Sachez-le : la marche est un sport comme les autres. Et qui dit sport, dit équipement. "Je vois beaucoup de gens arriver au cabinet avec des fractures de fatigue parce qu'ils ne marchent pas avec les bonnes chaussures", explique le médecin. La solution ? Opter pour de vraies chaussures de marche, disponibles dans les magasins de sport, et bannir les souliers de ville ou les escarpins. "De plus, les personnes âgées et/ou en surpoids pourront s'aider d'un bâton de marche qui soulagera leurs articulations, les empêcheront de glisser et pourront même solliciter d'autres filières musculaires, comme les épaules."

COMMENT RÉCUPÉRER APRÈS LE SPORT ?

Étirements, massages, alimentation : découvrez les astuces de Romain Palis, coach sportif à Paris, pour éviter de trop souffrir après une grosse séance de sport. Courbatures, blessures, fatigue extrême : s'il est tout à fait normal de souffrir un peu après l'effort, certaines séquelles plus handicapantes doivent (et peuvent) être évitées. C'est pourquoi nous avons demandé conseil à Romain Palis, coach sportif à Paris, de nous donner quelques conseils d'expert pour mieux gérer vos après-séances.

NE VOUS ÉTIREZ PAS TROP

Sachez-le : lors d'un effort important, vous cassez des fibres musculaires pour mieux les renforcer. C'est tout à fait normal, mais vous étirant intensivement après une séance, vous risquez tout simplement d'aggraver ce qui ne devrait pas être un problème : "Vous allez, de fait, provoquer des lésions. C'est contre-productif, explique Romain

Palis. En général, après une séance de cardio ou de muscu, je recommande de faire 20 à 30 secondes de petits étirements. Pas plus. Et de façon progressive."

Autre point : ce que vous appelez des étirements sont peut-être des assouplissements. "Ils doivent être effectués en dehors de séances de sport", prévient le coach, qui explique aussi que des étirements trop intenses avant l'effort ne sont pas nécessaires non plus : "L'idée, c'est simplement de travailler sur les articulations, comme les poignets et les chevilles, mais en douceur."

OUI, VOUS POUVEZ MANGER

Aucune collation post-séance n'est mauvaise en soi. Mieux encore : le fait de vous nourrir vous évitera un souci de catabolisme musculaire (soit une perte de masse). Si vous voulez d'ailleurs vous bâtir un corps de champion(ne) et faites de la musculation, un repas très protéiné



accompagné d'un fruit faciliteront la reconstruction musculaire.

Mais tout dépend, cela dit, de ce que vous recherchez : "Si vous avez pour objectif de perdre du poids, il vaut mieux attendre une heure minimum avant de prendre une collation, précise Romain Palis. Le but, c'est de laisser votre corps puiser dans ses réserves énergétiques. Ensuite, vous pourrez manger quelque

chose à fort index glycémique, comme une banane."

NE VOUS ARRÊTEZ PAS BRUSQUEMENT

Protégez votre cœur. Après une séance à haute intensité, comme de la course à 12 km/h avec du fractionné, votre palpitant peut s'emballer et monter à 140 pulsations minutes. Ça n'est évidemment pas

son allure normale, et Romain Palis vous recommande donc d'effectuer un retour au calme progressif de 5 à 10 minutes, en marchant. Vous pouvez même, si vous le souhaitez, en profiter pour faire un peu de gainage."

MASSEZ-VOUS !

Vous avez déjà vu des sportifs de haut-niveau sur une table de massage ? Sachez donc qu'ils ne le font pas (uniquement) pour le plaisir. "Un massage après chaque séance, c'est vraiment idéal", explique l'expert. "Ça favorise vraiment la récupération. Et d'ailleurs, rien ne vous empêche de vous auto-masser. Ça ne fera pas disparaître miraculeusement toutes les courbatures, mais ça aidera beaucoup."

Et deux petites astuces en bonus ? "Prenez des douches plutôt froides, pour l'afflux sanguin, et hydratez-vous ! Tout ça est assez utile." C'est noté, coach.

SOMALIE

Au moins cinq civils tués lors d'une attaque des shebab dans un hôtel de Mogadiscio

Au moins cinq civils sont morts et dix ont été blessés dans l'attaque menée dimanche par le groupe terroriste des shebab dans un hôtel du centre de Mogadiscio, a affirmé le porte-parole de la police somalienne.

Dimanche dans l'après-midi, une voiture piégée a explosé devant l'hôtel Afrik, situé près de l'aéroport, puis des hommes armés ont investi l'immeuble, échangeant des coups de feu avec les personnels de sécurité.

Le siège de l'hôtel s'est poursuivi jusqu'aux alentours de minuit, les forces armées somaliennes se battant contre les quatre assaillants, "retranchés" dans une pièce du bâtiment principal, et secourant les clients.

"Parmi les morts, nous comptons cinq civils et les tireurs - trois d'entre eux ont été tués et un autre s'est fait exploser.

Le bilan sera peut-être plus élevé et certains des blessés pourraient succomber", a déclaré peu après minuit Sadik Dudishe, le porte-parole de la police, lors d'une conférence de presse.

Il a ajouté que 10 personnes étaient blessées. Le ministère de l'information a précisé dans un communiqué que l'une des victimes est le général Mohamed Nur Galal, un ancien haut responsable de l'armée, très connu en Somalie. Un précédent bilan faisait dimanche soir état de 3 morts et de 6 blessés.

"Je n'ai jamais assisté à un tel niveau de dévastation. Nous avons trouvé le corps de mon collègue devant sa chambre mais je ne sais pas s'ils l'ont tué ou si il a été touché par une grenade", a affirmé Ali Ato, un témoin, cité par l'agence AFP.

L'hôtel Afrik, situé près du KM4, un carrefour très fréquenté du centre de Mogadiscio, est notamment populaire auprès des officiels somaliens, des membres des forces de sécurité et des leaders communautaires.

L'attaque a démarré selon la police aux alentours de 17h00 et s'est poursuivie pendant environ six heures. Les shebab l'ont rapidement revendiquée dans un bref communiqué.

Les shebab ont contrôlé Mogadiscio, capitale d'une Somalie plongée dans le chaos depuis 30 ans, avant d'en être évincés en 2011 par les troupes de l'Union africaine (UA) qui soutiennent le gouvernement fédéral. Ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent leurs opérations. La Somalie devait tenir des élections présidentielle et législative avant le 8 février, mais ce processus a été ralenti par des désaccords entre le gouvernement, soutenu par la commu nauté internationale, et les Etats régionaux somaliens.

OUGANDA

Présidentielle : l'opposant Bobi Wine saisi la justice

L'opposant Bobi Wine a saisi la justice pour réclamer "l'annulation" des résultats de l'élection présidentielle en Ouganda, entachée selon lui par des "fraudes" qui ont assuré la réélection du président sortant Yoweri Museveni, a annoncé lundi l'un de ses avocats.

"Nous voulons l'annulation de l'élection, nous ne voulons pas qu'il (Museveni) prenne part à des élections futures", a déclaré l'un des conseillers de M. Wine, Medard Sseggon, cité par des médias, en déposant un recours devant la Cour suprême de ce pays d'Afrique de l'Est.

Le président Yoweri Museveni, a été réélu en janvier, pour un sixième mandat avec 58,64% des voix, avait annoncé la commission électorale, sur fond d'accusations de fraude de son principal adversaire Bobi Wine qui avait obtenu 34,83% des voix.

Les élections se sont déroulées à l'issue d'une campagne particulièrement violente, marquée par les arrestations de membres de l'opposition, des agressions contre les médias et la mort d'au moins 54 personnes dans des émeutes après une énième arrestation de M. Wine, dont la campagne a été largement entravée en raison des restrictions anti-Covid. M. Wine a dénoncé des fraudes massives - telles que des "bourrages d'urnes ou des agressions" contre les observateurs de son parti, parfois chassés des bureaux de vote.

APS

LE FORUM DU DIALOGUE POLITIQUE LIBYEN Un nouveau cycle de pourparlers à Genève

Les participants au dialogue interlibyen, facilité par l'ONU, entament lundi un nouveau cycle de pourparlers en Suisse pour choisir un nouveau Premier ministre et un Conseil présidentiel, qui seront chargés d'assurer la transition dans le pays en crise d'ici les élections prévues en décembre.

Les 75 représentants libyens de tous bords participant au Forum de dialogue politique vont se réunir du 1 au 5 février pour se prononcer sur une liste de 45 candidats, dévoilée samedi par la mission de l'ONU en Libye (Manul).

Ils voteront pour choisir le Conseil présidentiel, qui sera composé de trois membres, et un Premier ministre, assisté de deux adjoints", selon l'ONU.

Ce conseil transitoire aura pour mission de "réunifier les institutions de l'Etat et assurer la sécurité" jusqu'aux élections annoncées pour le 24 décembre.

La liste des candidats au Conseil présidentiel, qui comprend trois femmes, a elle-même été approuvée par les participants à ce dialogue.

Dans l'Ouest, le ministre de l'Intérieur Fathi Bachagha du gouvernement d'union libyen (GNA), reconnu par l'ONU, est candidat au poste de Premier ministre, tout comme le vice-président du Conseil présidentiel Ahmed Meitig.

Le président du Haut

Conseil d'Etat (l'équivalent d'une chambre haute) Khaled Al-Mechri se présente au Conseil présidentiel.

Dans l'Est, le juriste et président du Parlement de Tobrouk, Aguila Saleh, brigue le poste de Premier ministre.

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a salué les progrès accomplis dans les négociations, tout en réitérant son appel à un départ des militaires étrangers et des mercenaires présents dans le pays et qui auraient dû partir au plus tard le 23 janvier en vertu de l'accord de cessez-le-feu.

L'embargo sur les armes imposé à la Libye continue quant à lui d'être violé aujourd'hui, avec des arrivées qui se poursuivent d'avions-cargos, selon l'ONU.

La réunion de lundi à Genève débutera par une allocution de la représentante spéciale de l'ONU par intérim, l'Américaine Stéphanie Williams, suivie



par des présentations des candidats au Conseil présidentiel, selon le programme.

Bien qu'un nouvel émissaire onusien pour la Libye, en l'occurrence le Slovaque Jan Kubis, ait été récemment nommé, c'est toujours Stéphanie Williams qui chapeaute les difficiles pourparlers interlibyens.

Le 13 novembre à Tunis, des pourparlers interlibyens ont débouché sur un accord pour une présidence mixte le 24 décembre 2021, mais pas sur le mécanisme de désignation d'un exécutif unifié pour assurer la transition jusqu'au scrutin.

Le forum a ensuite tenu plusieurs cycles de pourparlers et a approuvé, le 19 janvier, le mécanisme de sélection de l'autorité exécutive intérimaire.

Après approbation, les Nations unies ont annoncé un délai d'une semaine pour la présentation des candidatures, qui s'est terminé le 28 du même mois. La Libye est, depuis des années, en proie à des violences.

Mais un accord de cessez-le-feu a été conclu le 23 octobre 2020 entre les deux camps rivaux, à l'est représenté par le maréchal Khalifa Haftar et à l'ouest à Tripoli par le GNA, reconnu par l'ONU, et dirigé

MALI

La CMA crée une zone de défense et de sécurité dans le Gourma

La coordination des mouvements de l'azawad (CMA), membre signataire de l'accord pour la paix et la réconciliation, issu du processus d'Alger, a annoncé la création d'une zone de défense et de sécurité dans la région de Gourma, ont rapporté lundi les médias maliens.

Le président de la CMA, Sidi Ibrahim Ould Sidatt a indiqué que la décision de créer la zone du Gourma intervient pour mieux assurer la sécurité des personnes et de leurs biens en partenariat avec les forces nationales et internationales.

La région du Gourma est située au niveau de la boucle du fleuve Niger, à quelques dizaines de kilomètres à l'Est de Tombouctou. Cette

décision a été prise lors d'une importante rencontre du comité directeur de la CMA, tenue à Kidal du 29 au 31 janvier 2021.

"Durant 3 jours, ces différents points ont été largement passés en revue afin de dégager une feuille de route pour orienter la politique d'actions globales à entreprendre durant le semestre à venir", a-t-il ajouté.

Le président de la CMA a souligné que cette feuille de route se décline sous des axes principaux dont "la redynamisation et la recombinaison des bureaux régionaux de la CMA dans les Régions de Gao, Tombouctou, Ménaka et Taoudénit - la création de deux zones militaires dans la Région de Gao (le Haoussa et le

Gourma) avec une coordination unique - et aussi le renforcement des mesures dédiées à la lutte contre l'insécurité dans les Régions de Tombouctou et de Ménaka".

En janvier 2020, la CMA et la Plateforme ont signé un accord pour tenter de "restaurer la sécurité" dans et autour de la ville de Ménaka (centre du Mali), théâtre de violences meurtrières. A Ménaka, les violences sont multifformes, terroristes, intercommunautaires ou crapuleuses, auxquelles s'ajoutent les rivalités entre groupes armés. Malgré la crise humanitaire qui sévit dans le pays, les ONG y ont une nouvelle fois cessé leurs activités à la suite d'une énième braquage.

BURKINA

La Banque européenne d'investissement octroie 39 millions d'euros pour une centrale solaire

La Banque européenne d'investissement (BEI) a approuvé un soutien d'environ 39 millions d'euros en faveur du Burkina Faso pour doper la capacité de production de la centrale solaire Sonabel, la société nationale burkinabé d'électricité.

Initialement dotée d'une puissance de 37 MW, l'appui financier de la BEI permettra de booster la

capacité de l'infrastructure à 50 MW, selon des médias ouest-africains.

Cette centrale vise à renforcer l'offre de production de la Sonabel, de fournir de l'énergie fiable, propre et à moindre coût à des milliers de burkinabés ainsi qu'à réduire les besoins d'importations électriques du pays.

Avec un taux national d'électrification d'environ

21%, le Burkina Faso importe près de 30 à 40% de son électricité de la Côte d'Ivoire.

En plus de soutenir la centrale solaire de Sonabel, le financement de la BEI sera également destiné à la lutte contre le changement climatique à Ouagadougou, notamment contre le phénomène des inondations.

En effet, selon la

Banque européenne, les récentes inondations dans la capitale ont détruit environ 24.000 maisons et endommagé 150.000 propriétés. Le nouvel investissement de la BEI permettra donc de construire un canal d'évacuation des eaux de 5 km et d'améliorer la protection contre les inondations dans le district de la localité de Tanghin à Ouagadougou.

PALESTINE

Réouverture du point de passage de Rafah avec Ghaza pour 4 jours

Le ministère palestinien de l'Intérieur a déclaré lundi que les autorités égyptiennes avaient rouvert le point de passage de Rafah avec la Bande de Ghaza pour quatre jours, pour la première fois en deux mois, en vue de permettre les trajets dans les deux sens.

Twafiq Abou Naim, sous-secrétaire du ministère de l'Intérieur dans la Bande de Ghaza, a indiqué aux journalistes que son ministère espère que le point de passage de Rafah continuera d'être ouvert afin d'alléger la souffrance des voyageurs coincés dans la Bande de Ghaza ou en Egypte. "Les cas

humanitaires, les étudiants et ceux qui doivent voyager ont beaucoup souffert lorsque le poste-frontière de Rafah a été fermé", a-t-il affirmé, appelant les autorités égyptiennes à le garder ouvert de manière permanente. Selon un communiqué de presse publié par le ministère de l'Intérieur palestinien, un pre-

mier groupe d'autocars a traversé le point de passage de Rafah lundi matin. "Le ministère a autorisé (le passage) des patients, étudiants, Égyptiens et détenteurs de passeport étranger, ainsi que des personnes qui disposent de documents de résidence pour traverser", ajoute le communiqué.



ETATS UNIS

Vague d'indignation après la publication d'une vidéo montrant des policiers menottant une fillette de neuf ans

Une vidéo montrant des policiers menottant et usant de gaz au poivre contre une fillette afro-américaine de neuf ans dans la ville de Rochester, dans l'Etat de New York, a suscité une nouvelle vague d'indignation face aux méthodes des forces de l'ordre.

Selon le chef adjoint de la police Andre Anderson, la fillette, dont l'identité n'a pas été révélée, souffrait d'une crise urgente de santé mentale, menaçant apparemment de se suicider et de tuer sa mère.

Des policiers appelés sur les lieux vendredi ont réagi en la menottant, avant d'essayer de la forcer à monter dans une voiture et d'utiliser du gaz au poivre lorsqu'elle a résisté, selon des vidéos de caméras portées par les agents, publiées dimanche par la police de la ville.

Les policiers ont affirmé que c'était pour assurer la sécurité de la fillette qu'ils

avaient été "obligés" d'utiliser menottes et gaz au poivre.

Mais le maire de Rochester, Lovely Warren, a condamné l'usage de la force contre un enfant, promettant une enquête interne sur les pratiques des forces de l'ordre de la ville.

"J'ai un enfant de dix ans, c'est un enfant, c'est un bébé. En tant que mère, cette vidéo, ce n'est pas quelque chose qu'on veut voir", a-t-elle dit dimanche lors d'une conférence de presse.

Des membres du conseil municipal de Rochester ont accusé la police de force excessive dans une situation où des professionnels de la santé mentale auraient dû être impliqués.

La chef de la police locale, Cynthia Herriott-Sullivan, a également reconnu que la police avait agi de manière excessive. "Je ne vais pas vous dire que pour un enfant de 9 ans, il est normal de se

faire asperger de gaz au poivre", a-t-elle déclaré dimanche. "Cela ne l'est pas." Le président du syndicat de police local a défendu les actions des policiers, affirmant que "des ressources limitées" ne leur avaient laissé d'autre choix que d'utiliser du gaz au poivre contre l'enfant.

"Il ne s'agit pas d'un manque de compassion ou d'empathie", a déclaré dimanche Mike Mazzeo. "Nous sommes confrontés à une situation très difficile." "On n'est pas à la télé, on n'est pas à Hollywood", a-t-il dit, soulignant qu'il n'était pas toujours possible de "mettre des menottes à quelqu'un et le faire obéir".

C'est la seconde fois en un an que des policiers de Rochester sont mis en cause pour des violences à l'encontre d'Afro-Américains, après la mort en mars de Daniel Prude, en proie à un épisode psychotique au moment de son interpellation, qui était tombé dans le coma, puis

décédé. Daniel Prude n'était pas armé et a été très vite menotté, avant qu'un des officiers présents ne lui mette une capuche sur la tête pour l'empêcher de cracher sur les policiers car il disait avoir contracté le coronavirus.

L'institut médico-légal a conclu, après autopsie, que le décès de Daniel Prude relevait d'un homicide, lié à une "asphyxie consécutive à une contrainte physique". Le scandale avait entraîné des manifestations à Rochester et à New York, pour réclamer des réformes dans la police de Rochester et pousser son chef, La'Ron Singletary, un agro-américain, à quitter son poste en septembre.

Le décès de Daniel Prude fait écho à ceux de George Floyd ou Breonna Taylor, noirs eux aussi, lors d'interpellations violentes, qui ont suscité des centaines de manifestations aux Etats-Unis depuis le mois de mai.

BIRMANIE

La prise de pouvoir par l'armée largement condamnée dans le monde

La communauté internationale a condamné lundi, le coup d'Etat perpétré par l'armée en Birmanie et l'arrestation de la cheffe du gouvernement, Aung San Suu Kyi, estimant que cette "prise de pouvoir" par les militaires qui ont proclamé l'état d'urgence pour un an, "porte un coup dur aux réformes démocratiques" dans ce pays d'Asie du Sud-Est. L'armée a également arrêté plusieurs dirigeants de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti de Mme Suu Kyi, Prix Nobel de la paix 1991, promettant "de nouvelles élections" une fois que l'état d'urgence écoulé. Selon des informations rapportées par des médias, le chef de l'armée, le général Min Aung Hlaing dispose désormais de tous les pouvoirs, tandis qu'un autre général, Myint Swe, a été désigné président par intérim du pays. "Nous mettrons en place une véritable démocratie multipartite", ont déclaré les militaires dans un communiqué publié sur leur page Facebook, ajoutant que le pouvoir sera transféré après "la tenue d'élections générales libres et équitables". Mardi, l'armée birmane avait de nouveau dénoncé des "irrégularités" lors des législatives de novembre dernier, - deuxièmes élections générales depuis 2011-remportées massivement par le parti LND, estimant que "sous prétexte de la

pandémie de nouveau coronavirus, les élections n'ont pas été libres, ni justes". Ces arrestations interviennent alors que le Parlement issu des dernières législatives devait entamer sa première session dans quelques heures. L'Assemblée, où la LND a remporté 396 sièges sur 476, avait refusé de convoquer une session extraordinaire sur ces allégations mises en avant depuis un mois par les militaires.

Plusieurs organisations des droits humains avaient déjà remis en cause la légitimité du scrutin de novembre: l'élection a été annulée pour des "raisons de sécurité" dans plusieurs régions où les partis ethniques auraient eu de bonnes chances de l'emporter et les 600.000 Rohingyas restés dans le pays, à qui l'on refuse la citoyenneté birmane, n'avaient pas pu se rendre aux urnes.

Plus d'une dizaine d'ambassades, dont celle des Etats-Unis et la délégation de l'Union européenne (UE), avaient exhorté vendredi la Birmanie à "adhérer aux normes démocratiques".

Ferme condamnation internationale

L'ONU et l'UE, ont condamné "fermement" l'arrestation par l'armée d'Aung San Suu Kyi, et d'autres dirigeants politiques, estimant qu'avec "la déclaration du transfert de tous les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires

aux militaires", "ces développements portent un coup dur aux réformes démocratiques en Birmanie". Le Secrétaire général condamne fermement la détention du Conseiller d'Etat Daw Aung San Suu Kyi, du Président U Win Myint et d'autres dirigeants politiques à la veille de la séance d'ouverture du nouveau parlement", a déclaré son porte-parole, Stéphane Dujarric. Parallèlement, le Président de l'Assemblée générale, Volkan Bozkir, et celui du Conseil européen, Charles Michel, ainsi que le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, et le Premier ministre britannique Boris Johnson, ont appelé, à la "libération immédiate" des personnes détenues, appelant au respect du résultat des élections, et l'établissement du processus démocratique.

Selon la porte-parole de la Maison Blanche, Jen Psaki, les Etats-Unis "sont contre toute tentative de modification des résultats des récentes élections ou d'entrave à une transition démocratique en Birmanie", avertissant d'agir "contre les responsables si ces mesures (les arrestations, ndr) ne sont pas abandonnées".

L'Australie, l'Inde, et Singapour ont appelé l'armée à la "retenue" et "à respecter l'Etat de droit" et à résoudre les différends par des mécanismes légaux et à libérer immédiate-

ment tous les dirigeants (politiques) issus de la société civile et les autres personnes détenues illégalement". La Chine, via son porte-parole Wang Wenbin, a appelé les acteurs politiques en Birmanie à "régler leurs différends" dans un cadre légal et constitutionnel, afin de main-

tenir la stabilité politique et sociale", tandis que l'ambassadeur du Canada auprès des Nations unies, Bob Rae, a lui estimé sur Twitter, que l'armée birmane "a rédigé la Constitution de cette manière pour qu'ils puissent le faire".

APS

La dirigeante Suu Kyi appelle la population à rejeter le coup d'Etat

La dirigeante birmane Aung San Suu Kyi, arrêtée par l'armée, a appelé la population de son pays ce lundi à descendre dans la rue pour rejeter le coup d'Etat militaire, indique un communiqué publié en son nom.

Suu Kyi a appelé, dans ce communiqué relayé par les médias locaux et internationaux, le peuple à "rejeter ce qui se passe, à réagir fidèlement et à manifester contre le coup d'Etat militaire".

Les déclarations de la dirigeante de Birmanie arrêtée par l'armée lundi matin, ont été précédées par un communiqué du parti au pouvoir, la Ligue nationale pour la démocratie en Birmanie, où il a également appelé la population à "s'opposer à la prise de pouvoir par l'armée et à ne pas permettre le retour de dictature militaire".

Le parti a décrit les agissements de l'armée comme "illégaux et marginalisant la volonté du peuple et la constitution".

A l'aube de ce lundi, les chefs de l'armée birmane ont lancé un coup d'Etat militaire au cours duquel les principaux dirigeants du pays ont été arrêtés.

Des rapports de presse font état de l'arrestation de plusieurs personnalités parmi lesquelles figurent le président du pays, Win Myint, le chef de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) au pouvoir, la dirigeante Aung San Suu Kyi et d'autres hauts-fonctionnaires. La junte militaire a dirigé la Birmanie jusqu'au début des réformes démocratiques lancées en 2011.

APS

SITES DU PATRIMOINE "Nous œuvrerons à transformer le site de Ghoufi (Batna) en parc culturel"

La ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, a affirmé dimanche, lors de sa visite au site touristique et naturel Ghoufi dans la commune de Ghassira (93 km de la ville de Batna), que son département "œuvrera à transformer ce site en parc culturel".

Après avoir suivi un exposé sur le site classé site naturel en 1928 puis en 1967 s'étendant sur 420 hectares, la ministre a relevé que "chaque pierre de ce lieu exhalant beauté naturelle et culturelle a une histoire et l'architecture de ses constructions loin d'être fortuite s'inscrit dans une logique de résistance et d'autodéfense". "Il y a une lecture intelligente de l'espace qui rend le visiteur fier de sa civilisation et de sa culture qui fait qu'il mérite d'être un parc culturel".

La ministre en visite de deux jours dans la wilaya a ajouté que son département œuvre aujourd'hui à "favoriser l'exploitation culturelle de ces régions, à les mettre en valeur et en faire la promotion en créant de véritables circuits culturels" estimant que l'investissement dans le domaine culturel demeure "la solution effective pour exploiter les ressources culturelles en Algérie".

La ministre a évoqué les rencontres organisées avec les hommes d'affaires assurant que "le ministère de la Culture et des Arts œuvrera avec eux pour engager des projets et des itinéraires culturels

réels qui se concrétiseront par le biais du forum économique culturel".

La ministre a présidé dans des zones d'ombre des communes d'Arris et Tighanimine une opération de distribution de livres et de tablettes à des élèves d'écoles primaires insistant sur l'importance d'ouvrir des bibliothèques dans les zones d'ombre et de les doter d'ouvrages pour encourager la lecture. Mme Bendouda qui était accompagnée du wali



Toufik Mezhoud a donné le coup d'envoi de raccordement de certaines zones d'ombre d'Arris, Tighanimine et T'kut aux réseaux d'électricité et de gaz. La ministre poursuivra lundi sa visite dans la wilaya

de Batna par l'inspection de plusieurs sites archéologiques dont Lambèse, Timgad et Medghassène et présidera la bap-tisation de certains établissements culturels.

PATRIMOINE - SENSIBILISATION

Tlemcen : une exposition pour sensibiliser les élèves sur l'importance du patrimoine national

Plus de deux cents élèves résidant dans la nouvelle ville "Abdelmoumene Ben Ali" de Tlemcen ont visité la grande exposition "Vie quotidienne des Amazighs", organisée par le Centre des arts et des expositions (CAREX) de Tlemcen à l'occasion de Yennayer, a-t-on appris lundi de son directeur.

Les élèves des écoles primaires, des

collèges et du lycée de cette nouvelle ville ont, durant près d'un mois, visité l'exposition abritée par le grand pavillon du CAREX jusqu'à fin janvier, dans le but de sensibiliser et faire découvrir aux jeunes élèves la diversité et la richesse du patrimoine national, notamment à l'occasion des festivités de Yennayer, a indiqué Amine Boudefla. L'exposition,

qui revêt un cachet pédagogique, a permis aux enfants de cette nouvelle ville de découvrir la vie quotidienne des Amazighs de la région Ouest du pays, partant des spécificités du tissage et du costume, des bijoux, de la poterie et de la vannerie jusqu'à l'architecture et toutes les autres facettes de la vie d'antan dans cette région.

Une autre partie de cette exposition a été consacrée particulièrement au festival d'AYRED de la région de Beni Snouss, auquel une exposition photographique montrant ses rites et ses costumes a été présentée au jeune public qui a été subjugué par la richesse patrimoniale de sa région.

Des vidéos et des tenues spécialement portées lors de ce festival ont également été présentées aux écoliers, a-t-on fait savoir.

Les élèves ont eu également droit à des ateliers de formation en art culinaire traditionnel, en tissage et en vannerie notamment.

L'exposition qui a été organisée en collaboration avec la direction de l'éducation de la wilaya de Tlemcen devra donner lieu, après les vacances scolaires, à un concours du meilleur récit et du meilleur compte rendu sur ce patrimoine et sur cette exposition.

Les meilleures œuvres seront récompensées lors d'une cérémonie, selon le même responsable.

CINÉMA - INTERNET

Franc succès sur Internet du court métrage web "Dz'ombie"

Le court métrage destiné au web "Dz'ombie", une comédie parodiant des séries à grand succès, réalisé à partir d'un scénario coécrit par les jeunes comédiens Mourad Oudia et Arkam Slama a connu un franc succès auprès des internautes depuis sa mise en ligne. D'une durée de 30 mn, ce court métrage indépendant qui parodie avec beaucoup d'humour la célèbre série "Walking Dead" a totalisé plus de deux millions de vues en moins de deux jours. Green, joué par Mourad Oudia, et Rostom, campé par Arkam Slama, ont survécu à un virus, qui a transformé la majorité des humains en

zombies, et tentent de traverser le pays pour rejoindre un camp protégé où les survivants s'entraident et s'organisent.

Armés de pistolets, de gourdins, d'arcs et de flèches, les deux acolytes rencontrent sur leur chemin "Zawbaâa" (tempête), moitié homme moitié zombie campé par Youcef Goudih, un musicien très amoureux qui veut retrouver son épouse malgré sa apparence de zombie.

Comme dans la série originale, les survivants évoluent dans un monde déserté par les humains, se déplacent en volant des voitures qui contiennent encore du car-

burant et se nourrissent de ce qui est encore comestible dans les magasins abandonnés pour rejoindre le village de la jeune fille, puis le camp de survivants.

La production exécutive de ce court métrage, entièrement sponsorisé par une marque de boisson algérienne, a été confiée aux opérateurs "All In" et "X-Motion Studio".

Évoquant quelques lacunes techniques de cet œuvre, la production de "Dz'ombie" explique que ce tournage est une "véritable aventure, réalisé avec les moyens du bord et reste une expérience enrichissante". Dans une vi-

deo de promotion Mourad Oudia a expliqué que ce projet est exclusivement destiné à la diffusion sur Internet et qu'il prouve que les youtubeurs "ne sont pas limités à faire des vidéos dans une chambre" mais "peuvent aussi mener des projets artistiques". Les jeunes artistes Mourad Oudia et Arkam Slama, portés sur l'acteur, l'animation et la chanson, se sont fait connaître par des vidéos humoristiques diffusées sur Internet avant d'intégrer le monde de la télévision en tant qu'animateurs ou acteurs dans des sitcoms comme "Casbah City".

APS

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
المديرية العامة للغابات
محافظة الغابات لولاية المسيلة
رقم التعريف الجبائي : 099528019000134

AVIS D'ANNULATION D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

Il Est Porté A La Connaissance De L'ensemble De Soumissionnaires Ayant Participé A La D'appel D'offres Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales N° 03/2020 Relatif Pour La Réalisation De Pistes Agricoles Rentrant Dans Le Cadre Du Programme 28/2017 Sur 22 Km Paru Dans Les Quotidiens Nationaux : (ELHADDAFF En Arabe Du 21/10/2020), Et (DK NEWS En Français Du 22/10/2020), Apres L'annonce D'attribution Provisoire Dans Les Quotidiens Nationaux (ELHADDAFF En Arabe Du 2020/11/29), Et (DK NEWS En Français Du 01/12/2020), Apres La Réunion Du Comité Affaires d'Etat A La Date 17/01/2020 Les Résultats Obtenus Sont Les Suivants:

ACTION	Lot N°	Volume du lot	Volume par impact	Commune	Entreprise	NIF	Observation
Réalisation de pistes Agricoles	06	11 Km	06 Km	Maâdid	LONISSI SALAH	197805420010049	annulation d'attribution provisoire de marche
			05 Km	Ouled Derradj			

ARABIE SAOUDITE L'Arabie saoudite exclut les étrangers des emplois dans les services clients à distance

L'Arabie saoudite va réserver les emplois dans les services clients effectués à distance aux seuls citoyens saoudiens pour leur "offrir plus d'opportunités" et "améliorer leur niveau de revenu", a annoncé lundi le royaume.

Plus grande puissance économique du monde arabe, l'Arabie saoudite, comme d'autres pays du Golfe, tend de plus en plus à favoriser ses citoyens face aux nombreux immigrés dans cette région riche en hydrocarbures et en difficulté depuis la chute des prix de l'or noir en 2014.

"Les emplois dans les services clients à distance sont dorénavant réservés aux Saoudiens", a annoncé le ministère des Ressources humaines et du Développement social dans un communiqué.

"Cette décision vise à créer plus d'opportunités d'emplois pour les Saoudiens, à les aider à améliorer leur niveau de revenu et à contribuer à soutenir l'économie saoudienne", a-t-il expliqué.

Selon ce décret ministériel, sont concernés les emplois dans tous les services clients délivrés par téléphone, e-mails, réseaux sociaux et autres "moyens modernes".

Le taux de chômage dans le royaume a atteint 14,9% au troisième trimestre 2020, se rapprochant du taux record de 15,4% enregistré au deuxième trimestre de l'an dernier, selon des données officielles.

Quelque 60% des Saoudiens sans emploi sont des jeunes âgés de 20 à



29 ans. L'Autorité générale des statistiques a attribué ces chiffres aux conséquences de la pandémie de Covid-19 qui "continue d'affecter le marché du travail saoudien et son économie".

Le premier exportateur au monde de pétrole brut a été lourdement affecté par le double choc de la crise sanitaire et l'effondrement des prix

du pétrole sur les marchés internationaux.

La semaine dernière, le prince héritier Mohammed ben Salmane avait annoncé que le Fonds d'investissement public (PIF) allait investir 40 milliards de dollars (33 milliards d'euros) par an pendant cinq ans dans l'économie nationale, face à la hausse du chômage.

TÉLÉCOMMUNICATIONS Mascara : mise en service prochaine de dix équipements de téléphonie et internet haut débit

L'entreprise "Algérie Télécom" (AT) de Mascara mettra en service la semaine prochaine dix équipements de téléphonie et internet haut débit à travers la technologie de fibre optique, a-t-on appris auprès de son unité opérationnelle.

Le chargé d'information de cette unité, Djamel Derrir, a indiqué que le lancement de l'opération se fera à partir de la commune de Bouhanifia, dont la priorité lui a été accordée en tant que station thermique touristique, avec la mise en service de l'équipement de technologie de "fibre optique jusqu'aux maisons" avec une capacité de 500 abonnés, en attendant la mise en service d'autres équipements en février et mars prochain.

Algérie Télécom de la wilaya de Mascara a, en 2020, mis en service 165 dispositifs de communication multiservices, dont deux en fibre optique, servant les sites d'habitat des communes de Sig et Oued El Abtal avec une capacité de 3.000 abonnés.

En outre, 2.500 nouveaux abonnés ont été reliés au réseau de téléphone fixe, soit un total de 66.800 abonnés et au service d'internet de différentes techniques (6.800 nouveaux), ce qui porte le nombre total des abonnés à ce service à 63.600.

Par ailleurs, l'année dernière a enregistré l'installation de stations de la technique 4G dans des zones d'ombre de la wilaya de Mascara avec une capacité de 6.400 abonnés. Ainsi, le nombre de stations de téléphonie et d'internet de haut débit 4G exploités a atteint 59 pour une capacité de plus de 47.200 abonnés.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Biskra

Circonscription administrative d'Ouled - Djellal

Daira d'Ouled - Djellal

Commune d'Ouled - Djellal

N° d'identification fiscale de la commune: 098407055073423

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales

N°: 02 / 21

Le président de l'assemblée populaire communale de la commune d'Ouled-Djellal lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°:02/21 du projet **Raccordement agglomération Elouahes avec forage albien Assouareg.**

Les Entreprises qualifiées en **hydraulique activité principal 02 ème catégorie et plus (code d'activité 34.703)** pourront retirer les cahiers de charges, du section d'équipement du siège de la commune, se sise au rue 1^{er} Novembre contre paiement de trois mille (3.000,00) dinars auprès du trésorier inter - communal à Ouled - Djellal .

Les offres dûment remplies, accompagnées des documents exigés, doivent être déposées auprès du siège de la commune (secrétariat général) au nom de monsieur le président de l'assemblée populaire communale de la commune d'Ouled - Djellal dans une enveloppe cachetée ne comporte que la mention :

(à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N°: 02/21 du projet **Raccordement agglomération Elouahes avec forage albien Assouareg.**

Cette enveloppe contiendra trois(03) enveloppes séparées et cachetées indiquant chaque une la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature » ou « offre Technique » ou « offre financière » selon le cas :

1-Le dossier de candidature : comme il est détaillé au cahier des charges

2-Offre technique : comme elle est détaillée au cahier des charges

3- Offre financière : comme elle est détaillée au cahier des charges

La durée de préparation des offres est fixée à **vingt (20) jours** à compter de la première publication de l'appel d'offres au bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou à la presse.

La date et l'heure limité de dépôt des offres et la date et l'heure d'ouverture des plis des dossiers candidatures et les offres techniques et financières correspondant au dernier jour de la délai de préparation des offres.

Le dépôt des offres sera avant **dix heure (10:00) du matin**. Et l'ouverture des plis des dossiers de candidatures et les offres techniques et financières se fera à **dix heure trente (10:30) du matin** au même jour en séance publique au siège de la commune(salle de délibération de l'APC)

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 110 jours à compter de la date du dépôt des offres.

Les soumissionnaires sont cordialement invités.

DK NEWS

Anep : 2116002004 du 02/02/2021

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER

DIRECTION DU BUDGET, DE LA COMPTABILITÉ ET DU PATRIMOINE

NIF : 410002000016085

2ème AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITÉS MINIMALES

La wilaya d'Alger Direction du Budget de la comptabilité et du patrimoine de la Wilaya d'Alger, lance une 2^{ème} avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation de **Travaux de réhabilitation, entretien, fraissage et revêtement de routes et ouvrages de la wilaya d'Alger Partie 01**

- Lot 04 : Travaux de réhabilitation, entretien, fraissage et revêtement de routes et ouvrages de la wilaya d'Alger Partie 01- 4^{ème} section-

Peuvent participer toutes les entreprises disposant :

- Toutes les entreprises disposant d'une qualification professionnelle en Travaux Publics en activité principale catégorie VII ou plus,
- Le chiffre d'affaire (CA) sera le chiffre d'affaire moyen figurant sur les bilans comptables d'activité des trois dernières années exercées(2017,2018,2019), il sera au minimum égal à :230 000 000,00DA.
- Ayant déjà réalisé dans un projet une quantité minimale d'enrobé bitumineux de20.000,00t (revêtement voirie urbaine) durant les dix (10) dernières années justifiées par des attestations de bonne exécution délivrées par les Maîtres d'Ouvrages publics.
- Ayant les moyens humains suivants : Un Ingénieur en TP ou GC(Justifié par attestation d'affiliation CNAS ou CACOBTPH, diplôme),
- Ayant les moyens matériels suivants :
 - une centrale d'enrobé fonctionnelle de capacité minimale de 120 Tonnes/heure (Le maître de l'ouvrage peut faire une visite sur site pour la vérification de la fonctionnalité de la centrale d'enrobé, sa position et sa capacité),
 - 01 compacteur cylindrique et 01 compacteur pneumatique,
 - au moins 01 camion de 15 Tonnes ;
 - 01 Finisseur.

Les entreprises intéressées par le présent avis sont invitées à retirer le dossier à partir du premier jour de publication du présent avis sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP auprès de la :Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Alger(Bureau des marchés), sis au 125, Rue de Tripoli, Hussein Dey, Alger.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres n° lot »

Les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-après : **Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Alger, Bureau des marchés. Sis au, 125 de Rue Tripoli -Hussein Dey.**
NB : Le soumissionnaire est tenu de se référer à la liste détaillée consignée dans le cahier des charges (Instructions aux soumissionnaires)

La durée de préparation des offres est de **Huit (08) jours** à compter de la 1^{ère} parution de l'avis d'appel d'offres sur le BOMOP ou sur les quotidiens nationaux.

Le jour de dépôt des offres techniques et financières correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres.

La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentée de Trois (03) mois à compter du dernier jour du délai de préparation des offres.

L'heure limite de dépôt des offres est fixée à **12h00.**

Les entreprises sont invitées à assister à la séance d'ouverture des plis techniques et financiers le jour même de la date de dépôt des offres à **13h00**, au niveau de la : Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Alger 125, Rue de Tripoli - Hussein Dey - Alger

DK NEWS

Anep : 2116002095 du 02/02/2021

Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1346

délire	↓	idiotie	↓	souhait	↓	étudiées sur écran	↓	organe de fleur	↓	propriétaires	↓	fainéante	↓	
brico		œuvre en prose	↓	do de clé	↓	esclave pausan	↓			supérieur du caïd	→	autre nom de Gaïa	↓	
pliées par l'âge	→							mettre en ordre	→	estuaire inondé	↓			
pin-up	→			se soulageait	→			absence de clarté	↓			affaire d'honneur	↓	
quillerefs	→			dégustée	↓	écharpes	→							
brigand	→					ferme porcine	↓			n'avoue pas numéro 1 français	→	attrapés	→	
en passant par	→	marchant sans but	→							très leste	→	bien huilés	→	
	→	suppression	↓	orifice de truite	→			lettre de matheux	→	effroi	↓	parcouru	→	
opiniâtreté	→			homme de main	↓			éléments de texte	↓			craintif	↓	
méprisée	→											modernisé	↓	
	→					extorque membres du même culte	→							
prince arabe	→	fond de cuve	↓			refuge de base	→	double point	→				attaquerai	↓
	→	planisphère	↓			adipeux	→	imitateur emplumé	↓			plante à huile	→	
	→					érudite	↓					genre d'aven	↓	
salle de travail	→									ancienne région d'Égypte	↓	désert de cailloux	→	
amas de graines	→											italienne désuète	↓	
	→					tueur étouffant	→							
lique musicale	→					effectif	↓						éclos	→
niais	→							mot de mariage	→				rendu moins brillant	↓
	→							reste de moisson	↓					
	→					distançais	→							
	→					pièce de mât	↓							
aristocratie	→	série de siècles	→			forme de ferrure	→			réunion étoilée	→		vastes plaines	↓
	→	patri-moine	↓			tombée du jour	↓			détruisit	↓			
	→							parasite intestinal	↓			principe spirituel	→	
néqation	→					terroriser	→							
trou-vaile	→					devant la science	↓							
	→					éléments d'avion	→					s'harmonisera	→	
étréindras	→												il met Paris en bouteille	→

Solution

Sudoku n°2646

			2	9				9	3	4
2	8		7	5	7					1
3	8		5	7						
	6	2	3	8						
3	4	5	8	9		2	8	5	3	4
7	6	4	5	2	6	4	7	3	4	8
			3	5	1	7				
			4	7	2	5	6			
5	9		8	4	2	9			9	7
	1		4	7	1	3	8			
		5	4	7				2		
	6		8							
						4	8	9	1	5
7	4	8	2	9	6					
		6				7			6	
	7	4	8	2	9	6				
		6				7			6	
	7	8				8	7	4	1	9
3	2	1		4		2	9		8	5

Mots Croisés n°2646

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	O	R	G	A	N	I	G	R	A	M	M	E
2	C	E	R	T	I	F	I	E	R	A	I	S
3	C	U	I	T	E		B	E	R	N	E	S
4	A	N	S	I	E	R	A	I	T	E	T	T
5	S	I	E	R	A	I	T	E	T	E	T	U
6	I	S	E	R	A	N	S	S	E	L		
7	O		S	I	R	E	N	E		O	S	E
8	N	I		R		T	E	L	L	E		E
9	N	O	Y	A	U	T	E		A	I	R	S
10	A	S	S	I	S	E		P	I	L	E	

Grille géante n°1346

	D	I	R	S		V	O		S		P	E	T		M		P
	V	I	O	M		T	U	P		S		V	I	T		G	A
	V	A	G	A			U	R		S		I	N	U		E	R
	B	A	N	D			I	R		F		O	N	U		A	R
	T	I	O	B			E	R		A		N	N	E		O	S
	V	I	A	B			R	O		I		N	N	E		O	S
	S	N	O	B			S	T		E		E	M	O		T	T
	E	M	A	T			I	E		F		F	R	A		S	S
	E	P	O	N			R	E		G		A	N	O		I	L
	B	B	E	N			T	T		E		S	E	M		O	C
	N	O	B	L			E	S		S		E	M		O	C	A
	I	D	E	N			E	S		P		A	I	R		S	A
	E	N		S			E	R		A		S	A		S		I

HAND / CHAMPIONNAT DU MONDE (FINALE) Le Danemark champion du monde

La sélection danoise de handball a remporté le titre de champion du monde, en s'imposant devant son homologue suédoise sur le score de 26-24 (mi-temps : 13-13), lors de la finale disputée dimanche au Caire.

Le Danemark, champion olympique (2016) et du monde (2019) en titre, s'est qualifié à la finale après sa victoire en demi-finale contre l'Espagne 35 à 33, vendredi au Caire.

Cette finale 100% scandinave, la première depuis 20 ans pour la Suède, a mis aux prises deux équipes invaincues lors de cette compétition.

Les Danois confirment ainsi leur suprématie grâce à leur star Mikkel Hansen, alors que les Suédois ont marqué leur retour au plus haut niveau après une période de disette.

De son côté, la sélection espagnole s'est classée à la 3e place du Mondial-2021 à l'issue de sa victoire devant son homologue française par 35-29 (mi-temps 16-13).

L'Espagne, championne d'Europe en titre, renoue avec le podium après son dernier titre remporté au Mondial-2013 joué à domicile.

La France, sextuple championne du monde dont le dernier remonte à 2017, quitte la 3e place qu'elle avait décrochée lors du Mondial-2019.

ATHLÉTISME/SAUT À LA PERCHE Le Suédois Duplantis déjà à plus de 6 m à Düsseldorf

Pour sa rentrée, le recordman du monde du saut à la perche Armand Duplantis a réussi 6,01 m pour remporter le concours du meeting en salle de Düsseldorf (Allemagne) dimanche.

Le Suédois, vice-champion du monde en titre, a validé cette barre au deuxième essai, meilleure performance mondiale de la saison, avant de s'attaquer sans succès au record du monde à 6,19 m.

Duplantis s'est élancé une fois face au record sans parvenir à sauter avant d'arrêter définitivement son concours.

"Mondo" Duplantis, âgé de 21 ans, détient depuis l'an dernier le record du monde du saut à la perche qu'il avait porté à 6,17 puis 6,18 m à l'issue d'une saison hivernale exceptionnelle.

L'Allemand Torben Blech a pris la deuxième place du concours (5,86 m, record personnel) devant le double champion du monde américain Sam Kendricks (5,81 m).

La Britannique Dina Asher-Smith a confirmé sa bonne forme en dominant le 60 m en 7 sec 12, devant la Suissesse Ajla Del Ponte (7,16, record personnel).

APS

CROSS Organisation de deux championnats régionaux à Tlemcen et Tiaret samedi

Deux championnats régionaux de cross auront lieu samedi prochain à Tlemcen et Tiaret, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs.

S'agissant du rendez-vous de Tlemcen, organisé par la Ligue régionale d'athlétisme de Tlemcen, il se déroulera dans la commune de Cheouane avec la participation des athlètes seniors des clubs relevant des ligues de wilaya de Tlemcen, Oran, Sidi Bel-Abbes, Chlef et Béchar. Parallèlement à ce championnat régional de cross, la Ligue régionale de Tlemcen a prévu également le déroulement en même temps du Challenge national "Chahid Chelha Boulennour", a-t-on souligné de même source. Pour sa part, la Ligue régionale d'athlétisme de Tiaret organisera dans le même jour le championnat régional de cross dédié aux athlètes des ligues de wilayas affiliées, à l'instar de celles de Tiaret, Tissemsilt, Naama et Mascara. Les compétitions du cross ont débuté samedi passé



après plus de dix mois d'arrêt en raison de la pandémie de Covid-19, par l'organisation du Challenge national de cross d'Alger (seniors) Abdou-Se-

ghouani sur le terrain de golf de Dély-Ibrahim. Cet évènement a marqué l'ouverture de la saison d'athlétisme, rappelle-t-on. Les championnats

régionaux de Tiaret et Tlemcen sont deux étapes qualificatives au Championnat national, programmé à Tizi-Ouzou le 20 février prochain, souligne-t-on.

HANDBALL - TRANSFERT

Daoud Hicham rejoint Limoges pour deux saisons à partir de juillet

L'ailier gauche international algérien d'Istres Provence Handball (France), Daoud Hicham, s'est engagé avec Limoges Handball (Div.1 française), pour deux saisons à partir de juillet prochain, rapporte lundi le site spécialisé HandNews.fr.

"Sitôt revenu du Mondial 2021 en Egypte, où il atteint le tour principal avec la sélection nationale, Daoud Hicham s'est engagé pour les deux prochaines saisons avec Li-

moges, où il fera paire avec Julian Emonet à partir de juillet prochain.

Il est la deuxième recrue du LH après le pivot nimois Nicolas Nieto", précise la même source.

Daoud Hicham (29 ans) avait rejoint Istres Provence Handball en 2016 en provenance du CRB Baraki (Div.1/ Algérie) pour un contrat de deux saisons, avant de le prolonger pour trois saisons supplémen-

taires. D'autres internationaux algériens pourraient changer de club cet hiver ou durant l'intersaison, au vu de leurs prestations au Mondial égyptien à l'image de Mustapha Hadj Sadok (Al-Wakrah/ Qatar).

La formation de Limoges pointe à la quatrième place au classement de Lidl Starligue avec 17 points, à neuf longueurs du leader le Paris SG.

TENNIS / CLASSEMENT MONDIAL DE LA WTA

L'Algérienne Inès Ibbou perd une place (598e)

L'Algérienne Inès Ibbou a perdu une place dans le nouveau classement mondial de la Women's Tennis Association (WTA), publié lundi, et se positionne désormais au 598e rang de la hiérarchie mondiale, toujours dominée par l'Australienne Ashleigh Barty, devant la Roumaine Simona Halep et la Japonaise Naomi Osaka.

Une régression prévisible pour l'ancienne championne d'Afrique junior, qui a fêté ses 22 ans au mois de janvier dernier, car restée sans compétition pendant plus d'un mois.

En effet, une montée en flèche des cas de contamination au coronavirus en Tunisie avait engendré l'annulation de plusieurs événements sportifs dans ce pays, entre les mois de décembre et janvier, dont les quatre tournois à 15,000 que devait disputer Ibbou à Monastir.

Un arrêt forcé qui lui avait déjà fait perdre une place dans

le précédent classement de la WTA.

Mais la situation devrait changer à partir de la semaine prochaine, car la jeune algérienne s'apprête à reprendre la compétition.

En effet, une baisse des cas de contamination au coronavirus en Tunisie a encouragé les autorités de ce pays à permettre la reprise de certains événements sportifs, dont des tournois de tennis. Ibbou s'est

déjà engagée dans l'un d'entre eux et fera son entrée en lice directement dans le tableau final, prévu du 2 au 7 février, sur surface rapide à Monastir.

Une compétition qui lui permettra peut-être de récolter suffisamment de points pour soigner à nouveau son classement mondial chez la WTA, y compris en double, où elle a également perdu deux places cette semaine, pour se retrouver au 778e rang.

HAPKIDO / PRÉSIDENTE DE LA FÉDÉRATION ALGÉRIENNE Roubeche candidat à sa propre succession

Le président sortant de la Fédération algérienne d'hapkido, Abdelkader Roubeche, a annoncé lundi briguer un deuxième mandat consécutif lors de l'Assemblée générale électorale (AGE) de l'instance, prévue le 6 mars à Alger. "Certains projets que nous avons lancés pendant le précédent mandat

n'ont pas encore été finalisés. J'ai donc décidé de postuler pour un deuxième mandat, avec l'espoir de pouvoir les achever, particulièrement les projets qui ont trait au développement de la discipline", a-t-il dit à l'APS. Cette assemblée électorale sera précédée de l'Assemblée générale ordinaire (AGO)

de l'instance, fixée au 19 février à Alger. Outre la présentation des bilans moral et financier, cette AGE sera marquée par l'installation des différentes commissions qui se chargeront de préparer l'AGE. Il s'agit des commissions de candidatures, de recours et de passation de consignes.

HANDISPORT / TIR À L'ARC

Les Championnats d'Europe délocalisés en République tchèque

Les Championnats d'Europe de para-archers, qualificatifs aux Jeux Paralympiques de Tokyo, ont été délocalisés à Nove Mesto en République tchèque du 4 au 11 juillet 2021, a annoncé

la Fédération internationale de tir à l'arc (World Archery) sur son site. Le tournoi était initialement programmé à Olbia, en Italie. Dix places de quota seront distribuées lors de la

compétition de Nove Mesto. Au total, 93 des 140 places de quota de para-archery pour les Jeux Paralympiques de Tokyo-2020 ont déjà été attribuées. Vingt-six pays ont obtenu à ce jour

au moins une place pour les prochains Jeux Paralympiques. Les compétitions de para-archery des Jeux de Tokyo-2020, reportés à l'été 2021, sont prévues du 27 août au 4 septembre.

USM ALGER Le Burkinabè Belem et Loucif nouvelles recrues, Naïdji viendra en mars

L'attaquant international burkinabè de Rahimo FC (Div. 1 burkinabè) Hamed Belem (21 ans) et le défenseur algérien d'Angers SCO (Div. 1/France) Haïthem Loucif (24 ans) se sont engagés avec l'USM Alger lors du dernier jour du mercato exceptionnel, a annoncé dimanche soir le club de Ligue 1 de football.

"La direction de l'USMA a le plaisir d'annoncer le recrutement de l'attaquant burkinabè Hamed Belem, qui vient de participer au Championnat d'Afrique des nations CHAN-2021 (réservé aux joueurs locaux, ndr) et du joueur polyvalent Haïthem Loucif, pour un contrat de deux saisons et demie", a indiqué l'USMA sur sa page officielle Facebook.

Loucif, formé à l'Académie du Paradou AC, avait rejoint Angers en 2019, mais n'a pu avoir sa chance avec l'équipe première.

Le natif de Batna compte six apparitions cette saison avec l'équipe réserve d'Angers, dont cinq titularisations. Le club algérois a annoncé également avoir trouvé un accord avec le Paradou AC pour "le recrutement de l'attaquant Zakaria Naïdji sous forme de prêt jusqu'à la fin de la saison, dès l'ouverture du mercato hivernal prévu le mois de



mars prochain". Naïdji (26 ans), meilleur buteur du championnat lors de la saison 2018-2019 (20 buts), avait rejoint le Club Africain (Ligue 1 tunisienne) durant l'intersaison en prêt, avant de résilier unilatéralement son contrat en janvier dernier sur décision de la Fédération internationale

(Fifa). En effet, la direction du Club Africain n'est pas parvenue à le qualifier, au même titre que les autres recrues estivales, en raison de ses dettes. Le mercato exceptionnel d'une semaine décidé par la Fédération algérienne (FAF) a pris fin dimanche à minuit. Il concernait uniquement

les Algériens évoluant dans les championnats étrangers et les joueurs étrangers. Afin de sauvegarder l'intégrité de la compétition, les mutations entre clubs algériens sont strictement interdites. Le mercato traditionnel sera ouvert à la fin de la phase aller du championnat.

LIGUE 1 - MC ALGER

Des supporters s'en prennent au siège de Sonatrach

Des supporters du MC Alger (Ligue 1 algérienne de football) ont vandalisé, lundi à Hydra (Alger), la façade du siège de la direction générale de Sonatrach, actionnaire majoritaire du club, pour protester contre les mauvais résultats concédés par l'équipe, selon des vidéos postés sur les réseaux sociaux.

Une cinquantaine de supporters

ont caillassé les vitres de la façade du siège, tout en réclamant le départ de l'entreprise nationale pétrolière. D'autres vidéos, filmées de l'intérieur du siège, montrent clairement les dégâts matériels causés par cette attaque.

Ces actes de vandalisme interviennent au moment où l'équipe traverse une mauvaise passe en championnat, avec un bilan de deux points récoltés

lors des trois dernières journées. Au terme de la 11e journée, le MCA pointe à la 3e place au classement en compagnie du CR Belouizdad, avec 19 points, à cinq longueurs du leader ES Sétif. Le Mouloudia compte un match en moins à disputer mercredi à Béchar face à la JS Saoura (14h30). L'équipe est aussi qualifiée à la phase de poules de la Ligue des champions.

LIGUE 1 - PARADOU AC

L'Espagnol Adolfo Baines Pilart rejoint le staff technique

Le technicien espagnol Adolfo Baines Pilart, a rejoint le staff technique du Paradou AC en tant qu'entraîneur-adjoint, signant ainsi son retour chez le club algérois, a indiqué lundi le pensionnaire de la Ligue 1 de football sur sa page officielle Facebook.

Adolfo Baines Pilart (48

ans), ancien gardien de but professionnel, faisait partie du staff de l'ancien entraîneur espagnol du PAC Josep Maria Noguès (2016-2018), ce dernier avait quitté son poste à l'issue de la fin de son contrat, pour être remplacé par le Portugais Francisco Alexandre Chalo. Le technicien franco-algérien

Hakim Malek a trouvé un accord avec la direction le 17 janvier dernier pour une séparation à l'amiable.

Il a été remplacé par le directeur technique sportif (DTS) le Malgache Pierrick Le Bert. Le PAC reste sur une match nul concédé samedi à domicile face à l'AS Aïn M'Ilila (0-0), dans le ca-

dre de la 11e journée. Les coéquipiers de l'attaquant Yousri Bouzok pointent à la 11e place au classement, en compagnie du NA Hussein-Dey, avec 13 points chacun. Lors de la 12e journée, prévue samedi et dimanche prochain, le PAC se rendra à l'Ouest du pays pour défier le WA Tlemcen.

MERCATO EXCEPTIONNEL - CS CONSTANTINE

«Nous n'avons pas trouvé un joueur au profil souhaité»

La direction du CS Constantine qui devait conclure un accord avec un deuxième attaquant avant la fin du mercato exceptionnel, "n'a pas trouvé un joueur au profil recherché", a indiqué lundi, le directeur sportif du club de Ligue 1 de football, Yacine Bezzaz, qui s'est expliqué au lendemain de la clôture du mercato exceptionnel d'une semaine, décidé par la Fédération algérienne de football (FAF), a affirmé que le staff administratif du CS Constantine n'est pas parvenu à recruter un joueur susceptible de renforcer le compartiment offensif de sa formation, notamment après l'échec des négociations avec l'atta-



quant Okacha Hamzaoui du Tractor Sport Club (Iran). Le but était de faire signer un attaquant de pointe pour avoir une doublure de l'avant-centre Abid, notamment un joueur qui

connaît bien le championnat algérien pour résoudre le problème de l'efficacité face aux buts, a fait savoir Bezzaz, soulignant que la direction du CSC avait tablé sur d'autres joueurs à l'instar de Prince Ibara et Rafik Boudelbal, anciens joueurs de l'USMA, avant de réussir à convaincre Zakaria Hadouche à rejoindre le club pour un contrat de 18 mois. Le staff administratif pense déjà à la période du mercato hivernal qui sera ouvert à la fin de la phase aller du championnat afin de compenser les lacunes enregistrées et libérer les joueurs qui n'ont pas donné satisfaction, a révélé le même responsable.

LIGUE 1 - ES SÉTIF

Le Ghanéen Lomotey qualifié aux niveaux local et continental

L'attaquant international ghanéen Daniel Lomotey, signataire d'un contrat de trois saisons avec l'ES Sétif, a été qualifié aux niveaux local et continental lors du dernier jours du mercato exceptionnel dimanche, a annoncé lundi l'actuel leader du championnat de Ligue 1 de football.

"Le joueur pourra jouer au niveau continental, après la réception de la lettre de sortie de la Fédération ghanéenne.

Il sera présenté à la presse lundi et entamera les entraînements à l'occasion de la séance de reprise", a indiqué l'Entente dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

Daniel Lomotey (21 ans) a rejoint l'ESS en provenance de l'équipe de l'Académie de l'Afrique de l'Ouest, actuel troisième au classement du championnat ghanéen, au terme de la 11e journée.

Il a marqué 7 buts en 8 apparitions. Lomotey avait pris part avec la sélection ghanéenne des moins de 20 ans (U20) à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 de la catégorie, disputée au Niger, inscrivant un doublé face au Burkina Faso (2-0) lors du premier tour.

Le mercato exceptionnel d'une semaine décidé par la Fédération algérienne (FAF) a pris fin dimanche à minuit. Il concernait uniquement les Algériens évoluant dans les championnats étrangers et les joueurs étrangers.

Afin de sauvegarder l'intégrité de la compétition, les mutations entre clubs algériens sont strictement interdites. Le mercato traditionnel sera ouvert à la fin de la phase aller du championnat de L1.

LIGUE 2

Le stade communal de Remchi non-homologué

L'US Remchi, nouveau promu en Ligue 2 de football, devra trouver un autre stade où accueillir ses adversaires en championnat qui débutera le 12 février en raison de la non-homologation de l'enceinte footballistique de cette commune de la wilaya de Tlemcen, a-t-on appris lundi auprès de la direction du club.

Cette décision prise par la commission d'audit des stades de la Ligue nationale du football amateur oblige l'USR à se rabattre sur le stade Akid-Lotfi ou celui des frères Zerga, tous les deux situés au chef-lieu de la wilaya, a précisé la même source.

Le club de l'extrême ouest du pays a réalisé un exploit historique en décrochant un billet pour le deuxième palier, et ce, en profitant du changement du système pyramidal de la compétition qui a permis la montée de huit clubs de chacun des trois groupes de la Division nationale amateur.

Néanmoins, la première expérience de l'USR en Ligue 2 s'annonce sous de mauvais auspices, selon la direction de cette formation.

Outre le fait que l'équipe soit contrainte d'évoluer loin de ses bases, elle fait face à d'énormes problèmes financiers.

Les dirigeants du club ont d'ailleurs adressé récemment une lettre aux autorités communales pour venir à leur aide, dégageant toute responsabilité d'un éventuel retour rapide en troisième division, rappelle-t-on.

Dans ladite lettre, les responsables concernés ont informé, en outre, que l'APC de Remchi n'a accordé au club comme subvention que "deux millions de dinars depuis 2017", une somme jugée "très dérisoire" et qui pousse la direction à s'interroger sur "les raisons d'un tel traitement réservé à une formation qui a réussi à se hisser jusqu'à l'antichambre de l'élite".

LIGUE 1 FRANÇAISE (22E JOURNÉE)

Boulaya signe son 5e but de la saison avec le FC Metz

Le milieu offensif international algérien du FC Metz, Farid Boulaya, a signé dimanche son cinquième but de la saison, lors de la victoire décrochée en déplacement face au Stade Brestois (4-2), dans le cadre de la 22e journée de la Ligue 1 française de football.

Menés au score sur un but de Franck Honorat (33e), les visiteurs ont réussi à égaliser grâce à Boulaya, sur un puissant coup franc direct de près de 30 mètres (36e), qui a touché la barre transversale avant de se loger au fond des filets.

Considéré comme l'un des tauliers du FC Metz, Boulaya (27 ans), élu joueur du mois de décembre, compte également quatre passes décisives.

Il est impliqué sur 7 buts lors des cinq derniers matchs de son équipe. Le N.10 du FC Metz a cédé sa place à la 90e minute de jeu, alors que l'autre international algérien du club messin, le gardien de but Alexandre Oukidja, a joué l'intégralité de la partie.

À l'issue de cette victoire, le FC Metz se hisse à la 6e place au classement avec 34 points, en compagnie du RC Lens. Cette 22e journée a été marquée par la surprenante défaite du champion sortant, le Paris SG, sur le terrain du FC Lorient (3-2).

CHAN

Le Maroc et la Guinée dans le dernier carré

Le Maroc, vainqueur de la Zambie 3 à 1, et la Guinée victorieuse du Rwanda 1 à 0, se sont qualifiés dimanche pour les demi-finales du Championnat d'Afrique des nations (CHAN) organisé au Cameroun.

Les deux équipes rejoignent le Cameroun et le Mali qui ont assuré la veille leur présence dans le dernier carré de cette compétition réservée aux joueurs évoluant dans leurs championnats locaux.

À Douala, le Maroc, tenant du titre, n'a pas eu à forcer son talent pour écarter une équipe zambienne réduite à 10 dès la 20e minute.

Les Lions de l'Atlas se sont rendu le match facile en ouvrant le score à la première minute par Soufiane Rahimi.

Ensuite, Mohammed Ali Bemmamer a fait le break (20e) avant que Ayoub El Kaabi, sur penalty, ne corse l'addition à 5 minutes de la pause. Les Zambiens ont sauvé l'honneur par Moses Phiri (80e).

Le dernier quart de finale qui se disputait à Limbé, ville située à 300 km de la capitale Yaoundé, s'est soldé par la courte victoire de la Guinée.

Les Guinéens, longtemps en infériorité numérique après l'exclusion précoce de Mourit Kanté (11e) ont tenu la dragée haute au Rwanda.

Les débats se sont par la suite rééquilibrés après que le Rwanda s'est retrouvé à son tour à 10 peu après le repos.

Et c'est meneur de jeu Morlaye Sylla qui, sur coup franc, a envoyé le Syli national en demi-finale contre son voisin malien vainqueur la veille du Congo (0-0, 5-4, t.a.b.).

De son côté, le Maroc défiera mercredi le pays hôte camerounais, dans une superbe affiche aux allures de finale avant la lettre.

Résultats et programme des quarts de finale du CHAN samedi et dimanche: A Yaoundé: Mali - Congo 0 - 0 (a.p.) Mali qualifié aux tirs au but (5 à 4)

A Douala:

Cameroun - RD Congo 2 - 1

Buts:

Cameroun: N'Djeng (29e), Oukidja (41e)

RD Congo: Lilepo (21e)

Dimanche à Douala:

Maroc - Zambie 3 - 1

Buts:

Maroc: Rahimi (1re), Ali Bemmamer (20e), El Kaabi (40e)

Zambie: Phiri (80e)**Dimanche à Limbé:**

Guinée - Rwanda 1 - 0

But: Sylla (60e)

Demi-finales le 3 février à Douala (16h00) et Limbé (20h00)

Match pour la 3e place le 6 février à Douala (20h00)

Finale le 7 février à Yaoundé (20h00).

APS

TRANSFERT

Le Congolais Glody Kilangalanga s'engage avec la JSK

L'attaquant international de la RD Congo Kilangalanga Pame Glody (20 ans), s'est engagé pour un contrat d'une saison avec la JS Kabylie, en provenance du CS Chebba (Tunisie), a annoncé dimanche le club pensionnaire de la Ligue 1 de football.

"La JSK a le plaisir de vous annoncer le recrutement de l'international congolais, Kilangalanga Pame Glody et ce dans le cadre de la période d'enregistrement exceptionnelle", a indiqué la JSK sur sa page officielle Facebook.

Kilangalanga Pame Glody avait rejoint CS Chebba en janvier 2020 en provenance de l'Union Maniema (Div.1/ RD Congo), avant de résilier son contrat en raison de l'exclusion du club de la Ligue 1 tunisienne.

À travers le recrutement de Kilangalanga Pame Glody, la JSK compte renforcer un secteur offensif loin d'être le maillon fort, puisque l'attaque des "Canaris" a marqué dix buts en onze matchs. Pour rappel, ce



mercato exceptionnel, fixé du 25 au 31 janvier, concerne les joueurs algériens évoluant dans les championnats étrangers et les joueurs étrangers,

selon la réglementation en vigueur concernant le nombre de joueurs étrangers par club.

Afin de sauvegarder l'intégrité de la compé-

tion, les mutations entre clubs algériens sont strictement interdites. Le mercato traditionnel sera ouvert à la fin de la phase aller du championnat.

LIGUE 1/USM BEL ABBÈS

Mouaz Bouakkaz nommé nouvel entraîneur

Le technicien Mouaz Bouakkaz a été désigné dimanche nouvel entraîneur de l'USM Bel-Abbès, a-t-on appris auprès de la direction de ce club de Ligue 1 de football.

Bouakkaz succède ainsi à Lyamine Boughrara qui a jeté l'éponge à l'issue de la première journée du championnat pour protester contre la non-qualification des nouvelles recrues de l'équipe au nombre de 14.

Depuis d'ailleurs, la formation de la "Mekerra" est restée sans entraîneur en chef, ce qui lui a valu des amendes financières après chaque match de championnat.

Le nouveau coach de l'USMBA, qui a paraphé un contrat s'étalant jusqu'à la fin de la saison, sera secondé par l'ancien international Moulay Haddou, précise-t-on de même source.

Les deux hommes ont visionné le Vert et Rouge samedi lors de la



réception de l'USM Alger (1-1) dans le cadre de la 11e journée du championnat, rappelle-t-on.

Le technicien, suisse-tunisien, qui a déjà fait un passage au sein de l'USMBA il y a quelques années, avait débuté cette saison aux commandes techniques de l'US Biskra,

qu'il a quitté après neuf journées de Ligue 1.

Il hérite d'une équipe mal en point, comme l'atteste son classement à l'issue de la 11e journée, puisque la formation de l'Ouest du pays occupe la 17e place sur 20 avec 9 points.

LIGUE 1 - CR BELOUZDAD

Deux mois de ponction de salaire pour Anes Saâd

La direction du CR Belouizdad, a infligé au défenseur Anes Saâd, traduit devant le conseil de discipline, deux mois de ponction de salaire, en raison de ses absences non autorisées, a indiqué dimanche le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football dans un communiqué.

"Le conseil de discipline a décidé une ponction de deux de salaire, plus une amende (montant non dévoilée, ndlr).

Le joueur doit signer un engagement de ne pas quitter Alger sans autorisation délivrée par le club", a écrit le Chabab sur sa page officielle Fa-



cebook. La sanction peut aller jusqu'à "la résiliation du contrat dès l'ouverture de la période des trans-

ferts, avec un dédommagement d'un milliard de centimes, en cas d'absence non autorisée", sou-

ligne le CRB. Anes Saâd (25 ans), qui revient d'une blessure, a rejoint le CRB durant l'intersaison pour un contrat de trois saisons, en provenance de l'USM Bel-Abbès, mais sans pouvoir jouer la moindre minute jusqu'à la.

Au terme de la 11e journée, le Chabab, tenu en échec samedi à domicile face au leader l'ES Sétif (1-1), pointe à la 3e place au classement avec 19 points, en compagnie du MC Alger, mais avec deux matchs en moins en déplacement face à l'Olympique Médéa, et à domicile face au CS Constantine.

Atlético Madrid : Vitolo bientôt prêt ?

L'attaquant espagnol pourrait quitter les Colchonereros. Alors que son contrat se termine en juin 2022 avec l'Atlético Madrid, l'attaquant de couleur Vitolo (31 ans) pourrait changer d'air lors de ce mercato d'hiver. Apparu à seulement six reprises en Liga, le natif de Las Palmas disposerait d'une touche pour quitter les Colchonereros. Ce dernier serait dans le viseur de Villarreal. Les discussions entre les deux clubs auraient débuté depuis quelques jours et un accord serait en bonne voie. L'international espagnol pourrait débarquer dans le club du Sous-Marin-Jaune sous la forme d'un prêt assorti d'une option d'achat.



LEMAR VEUT «ALLER À L'EURO»

Revenu à un bon niveau avec l'Atlético Madrid, Thomas Lemar désire renouer avec l'Equipe de France.

Thomas Lemar a connu un creux. Après son titre de champion du monde, l'ancien de l'AS Monaco a vécu une baisse de son niveau avec les Colchonereros. Avec un long temps d'adaptation dans le système de Diego Simeone, Lemar a pris du retard, mais est désormais au rendez-vous. Décisif ce dimanche, le joueur s'est confié au Canal Football Club et évoque son retour désiré en Equipe de France.

"C'était logique. Je ne jouais plus et quand je jouais je n'étais pas bon. Ça ne m'a pas fait baisser les bras. Un message pour Didier Deschamps ? Non, les messages que je passe c'est sur le terrain, montrer que je suis présent, que je lâcherai pas. Mon idée ? Aller à l'Euro."

DELE ALLI RETENU À TOTTENHAM

Cette fois-ci, le Paris Saint-Germain peut faire une croix sur la piste menant au milieu de terrain de Tottenham Dele Alli (24 ans, 4 apparitions en Premier League cette saison) !

Ces derniers jours, le champion de France en titre avait pourtant trouvé un accord avec la formation britannique pour le prêt, sans option d'achat, de l'international anglais. Mais comme pressenti, les Spurs n'ont pas été en mesure de lui trouver un remplaçant pour valider cette opération. Et d'après les informations du journaliste du Guardian Fabrizio Romano ce lundi, l'actuel 6e de Premier League a désormais décidé de retenir Alli et a mis un terme aux discussions pour son départ. L'entraîneur du PSG Mauricio Pochettino va devoir l'oublier...



Willok vers Newcastle ?

Newcastle serait en pourparlers avec Arsenal pour obtenir la signature en prêt du milieu de terrain Joe Willock. Joe Willock, 21 ans, a marqué trois buts en cinq matches de Ligue Europa cette saison, mais a été limité à deux départs en Premier League. Steve Bruce recherche un milieu de terrain avant la fermeture du mercato hivernal 2021 et aurait identifié le Gunner parmi ses cibles. Une autre piste est également envisagée : celle de Hamza Choudhury qui appartient à Leicester City. Steve Bruce a dit : « Ce n'est pas nécessairement juste Hamza Choudhury, vous continuez à dire cela, mais nous avons une ou deux choses qui bouillonnent. Nous verrons ce qui se développera plus tard aujourd'hui. » a-t-il ajouté rapporte BBC Football.

LIVERPOOL : UNE TENTATIVE POUR KABAK

Finalemment recalé par l'Olympique de Marseille pour Duje Caleta-Car (voir ici), Liverpool n'a pas abandonné sa mission de renforcer sa défense centrale ce lundi, avant la fermeture du mercato d'hiver. En plus du dossier Ben Davies, les Reds ont réactivé une ancienne piste menant au talent de Schalke 04, Ozan Kabak (20 ans, 14 matches en Bundesliga cette saison), révèle le média Sky Germany. Le club de la Mersey proposerait un prêt avec option d'achat pour l'international turc. Toutefois, l'affaire s'annonce compliquée. Déjà, car la lanterne rouge de la Bundesliga n'a pas franchement un intérêt sportif à laisser filer un joueur important. Mais aussi car Schalke ne serait enclin à céder Kabak qu'à condition de lui trouver un remplaçant. Problème, le mercato ferme à 18h en Allemagne...



Isco n'en peut plus...

Le calvaire n'en finit plus pour Isco (28 ans, 12 apparitions en Liga cette saison) au Real Madrid... Laisse sur le banc contre Levante (1-2) en Liga samedi, le milieu offensif, qui n'a participé qu'à 372 minutes de jeu en championnat, a compris qu'il n'entrerait vraiment plus dans les plans de son entraîneur Zinedine Zidane et de son staff, révèle le journal AS ce lundi. Le quotidien parle même d'une "cassure".

Problème, alors que l'Espagnol espérait quitter les Merengues en janvier pour tenter de se relancer à l'approche de l'Euro, aucune porte de sortie concrète ne lui a été offerte et l'ancien de Malaga commence à traîner son spleen. Il faut dire que dans le 4-3-3 de Zidane, Isco n'a pas franchement sa place sur les ailes...

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction
A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

VACCIN ANTI-CORONAVIRUS

Réception du premier lot du vaccin Astra Zeneca

Le premier lot, 50.000 doses, du vaccin anglo-suédois Astra Zeneca, est arrivé lundi en début d'après-midi à l'aéroport international Houari Boumediene (Alger).

Ce premier lot du vaccin Astra Zeneca est le second, après le lot du vaccin russe Spoutnik V, commandé dans le cadre de la stratégie de l'Algérie visant à lutter contre l'épidémie de la Covid-19.

Le nouvel arrivage s'ajoute ainsi à celui réceptionné vendredi, au niveau de l'aéroport militaire de

Boufarik (Blida), à savoir les 50.000 doses acquises du vaccin russe Spoutnik V.

La campagne de vaccination, devant s'étaler sur toute l'année 2021 a été symboliquement entamée samedi dernier depuis la wilaya de Blida, premier foyer national de la pandémie, apparue il y a un peu plus d'une année.



Chenine satisfait de l'entame de l'opération de vaccination en Algérie

Le bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, lundi, une réunion présidée par Slimane Chenine, président de l'assemblée, lors de laquelle il s'est dit satisfait de l'entame de l'opération de vaccination contre le nouveau coronavirus (Covid-19), a indiqué un communiqué de la chambre basse du parlement. Dans ce cadre, M. Chenine a salué "l'engagement honoré par le gouvernement quant aux délais fixés par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, appelant à poursuivre cette campagne pour atteindre l'immunité collective et mettre fin aux répercussions de la pandémie, sur tous les plans". Le bureau de l'Assemblée a salué les efforts des commissions de l'APN dans l'accomplissement de leurs missions, ainsi que les efforts des députés consentis au niveau de leurs wilayas, à travers l'écoute des préoccupations des citoyens et la coopération avec les autorités locales. Dans ce cadre, M. Chenine a insisté sur "l'impérative conjugaison des efforts pour appréhender de manière positive les défis sociaux", soulignant la participation de l'assemblée à "toute démarche à même d'alléger les souffrances du citoyen, en cette

conjoncture mondiale difficile". Le Bureau a examiné "les mesures relatives à l'élaboration du règlement intérieur de l'APN, à la lumière des nouvelles dispositions de la Constitution, et décidé de "charger la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés d'élaborer un projet, en recommandant la nécessité de poursuivre la concertation et de prendre en compte les orientations générales des membres du comité de coordination à l'assemblée". Le bureau s'est enquis du rapport de la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés sur la validation de la qualité de membre de deux nouveaux députés ainsi qu'un autre rapport de cette commission concernant la déclaration d'un nouveau membre sur les cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire. Le bureau a également examiné des demandes et requêtes présentées par les commissions de l'assemblée pour effectuer "des visites sur le terrain dans plusieurs wilayas" et autres présentées par des commissions et des groupes parlementaires pour organiser "des journées parlementaires et des journées d'études", ajoute-t-on de même source.

INDUSTRIE

L'Algérie pourrait constituer un "véritable hub" pour les technologies de design produit

ALGER, 1 fév 2021 (APS) - L'Algérie pourrait constituer un "véritable hub" pour les technologies de design industriel et un centre de développement technique ont souligné lundi des spécialistes du domaine appelant les entreprises à intégrer le métier de designers dans le processus de production. Intervenant lors d'un webinar portant sur le thème "Design Produit : Chainon manquant du développement industriel en Algérie", des experts et des présidents d'organisation professionnelles ont mis en avant l'apport de l'approche design dans le développement de l'industrie algérienne considérée comme démarche "fondamentale" pour l'avenir de l'industrie et l'adaptation de l'entreprise aux attentes des consommateurs. Dans ce contexte, le président du World Trade Center Algiers, Ahmed Tibaoui, a estimé que l'Algérie pourrait devenir un hub pour les technologies de design et un centre de développement technologique notamment à travers des projets de co-localisation de cabinets européens. "Dans le cadre du processus de diversification de notre économie, le développement du métier du designer doit également démarrer sous formes diverses", a plaidé M. Tibaoui citant notamment le soutien à la formation dans le cadre de projets de partenariat avec des grandes écoles européennes pour préparer l'environnement au développement design industriel. M. Tibaoui a proposé également l'ouverture de cabinets internationaux de design en Algérie d'autant plus, a-t-il relevé, que les coûts de ces services sont moins élevés, et ce, pour préparer l'in-

dustrie nationale à mieux se développer et à mieux s'adapter à la demande des consommateurs. "Grâce aux accords de libres échanges signés avec les pays africains et arabes, l'Algérie pourrait devenir un acteur industriel important dans la région et tirer profit de sa proximité avec le continent européen et du monde arabe", a fait remarquer le président du World Trade Center Algiers. Mettant en avant l'importance du design industriel dans une société consommatrice et la nécessité de l'adaptation des produits à la demande des consommateurs, devenus de "plus en plus exigeants", M. Tibaoui a affirmé que "les entreprises qui ne s'adaptent pas à cette demande risquent de disparaître". Dans le même ordre d'idées, le président du Conseil national de la PME, Adel Bensaci a évoqué l'existence de potentialités et de capacités notamment chez les jeunes algériens qui peuvent se perfectionner et se spécialiser dans les métiers du design pour contribuer au développement de l'industrie nationale. "Nous avons des capacités de design, mais qui sont souvent intégrées à des grands ensembles industriels notamment dans l'industrie des technologies de l'hydraulique et du gaz, ainsi que dans les industries électroniques et électroménagers", a rappelé M. Bensaci. Appelant à la spécialisation et au perfectionnement des métiers du design industriel, le président du CNC PME s'est félicité de l'engagement du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur des start-up et des projets innovants ainsi que de son appel à libérer des initiatives et d'accorder des facilités pour les expor-

tations de services. "Il faut créer des synergies et un environnement propice pour cela. Au sein du CNC PME, nous sommes prêts à accompagner les jeunes qui sont à la recherche de partenaires souhaitant s'implanter en Algérie dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant", a-t-il fait savoir. De son côté, le directeur stratégie entreprises à l'Ecole de Design de Nantes Atlantique, Jean Luc Barassard, a souligné que la formation demeurait "indispensable" pour soutenir les efforts entrepris actuellement afin de relancer le secteur industriel. "Durant 25 ans d'accompagnement des entreprises pour bien diffuser cette culture, nous avons constaté que les entreprises qui réussissent et qui créent de la valeur sont celles qui ont intégré le métier design et conception produit", a soutenu M. Barassard, tout en faisant remarquer que la protection intellectuelle des designers contre la contrefaçon devait être aussi garantie par des textes juridiques contraignants. A l'occasion de ce webinar, des communications sur la création et l'organisation de l'activité de design produit au sein des entreprises ont été présentées par les représentants de deux agences spécialisées qui ont insisté sur l'intégration de l'approche design dans le cadre d'un projet fédérateur où toutes les composantes de l'entreprise (services technique, commercial et marketing) seront associées et impliquées pour réussir la conception des produits. Ils ont également souligné l'importance de mûrir les études et les recherches avant de lancer le processus de production de série de façon industrielle.

APS

CRISE LIBYENNE

Cinq jours pour former un exécutif transitoire, une procédure non sans risques (analystes)

Les participants au dialogue interlibyen, facilité par l'ONU, ont entamé lundi un nouveau cycle de pourparlers qui devront déboucher sur la formation d'un exécutif devant conduire la transition en Libye jusqu'à la tenue des élections prévues en décembre, mais la procédure de sélection n'est pas sans comporter des risques en cas de déconvenue chez l'un des camps, prévient Crisis Group.

Les 75 représentants libyens de tous bords participant au Forum de dialogue politique se sont retrouvés de nouveau à Genève pour se prononcer d'ici le 5 février sur une liste de 45 candidats, dévoilée samedi par la mission de l'ONU en Libye (Manul). Il sera question de choisir un nouveau Premier ministre et un Conseil présidentiel de trois membres.

Dans ses tentatives visant à mettre fin à la crise en Libye qui a duré près de dix ans, l'ONU a pu réunir le 13 novembre à Tunis, des pourparlers interlibyens axés sur la réunification du gouvernement du pays.

Ces pourparlers ont débouché sur un accord pour une présidentielle le 24 décembre 2021, mais pas sur le mécanisme de désignation d'un exécutif unifié pour assurer la transition jusqu'au scrutin. Le forum a ensuite tenu plusieurs cycles de pourparlers et a approuvé, le 19 janvier, le mécanisme de sélection de l'autorité exécutive transitoire. Il s'agit d'un arrangement de vote proposé par l'ONU qui combine deux propositions distinctes: un mécanisme régional et un autre basé sur des listes préconstituées. Stéphanie Williams, représentante spéciale par intérim du SG de l'ONU pour la Libye l'a qualifiée de "meilleur compromis qui puisse être atteint, car cette proposition respecte la dimension régionale (de la Libye), et encourage les parties libyennes à transcender leurs divisions afin de promouvoir la compréhension et de construire l'unité dans le pays".

Toutefois, Crisisgroup qui cite des politiciens et analystes politiques libyens, estime que "la procédure est semée d'embûches". Les analystes considèrent que si les délégués d'une région élisent leur représentant au Conseil présidentiel, alors que les autres groupements régionaux ne font pas de même, le processus exigera que le vainqueur de la première région soit le candidat dans toutes les listes présentées dans la deuxième phase de sélection. Les critiques disent que cette règle "contredit l'idée derrière l'approche basée sur des listes, qui consistait à avoir une liste de candidats prêts à travailler ensemble, plutôt qu'un assortiment plus aléatoire de candidats.

La contestation, selon eux, "est prévisible dans les différents tours de scrutin, surtout si ceux-ci ne produisent pas le résultat qu'une faction ou l'autre souhaite".

Selon Crisis Group, l'accord sur un mécanisme de vote "est sans aucun doute un pas en avant dans le processus de paix, tout comme la tentative de redonner aux acteurs politiques libyens des pouvoirs pour l'élection des principaux représentants du pays".

Pourtant, souligne-t-on, l'accent mis par l'ONU sur le processus ignore une vérité inconfortable. Il se trouve, d'après Crisis Group, que "la plupart des parties prenantes libyennes, ainsi que de nombreux diplomates étrangers, ne sont pas vraiment préoccupés par la manière dont les hauts fonctionnaires seront sélectionnés. Ce sur quoi les délégués se sont vraiment disputés, c'est la question de savoir qui devrait prendre en charge le pays". Sur ce point, il est difficile de voir émerger un consensus", avance le Think Tank. Le Crisis Group, argue que tous les indices indiquent "la probabilité que des factions politiques concurrentes puissent dans un éventail de tactiques (...) anticiper ce qu'un groupe ou un autre considère comme un résultat défavorable, comme plusieurs groupes l'ont fait dans le passé".

Les outils disponibles vont de l'exercice d'un effet de levier pour enrainer le statu quo (par exemple, en prenant des rendez-vous de dernière minute ou en incitant à des différends sur le prétendu manque de représentation du forum soutenu par l'ONU) à la mobilisation de groupes armés pour déclencher des hostilités qui arrêteraient les pourparlers, illustre-t-il.

"Les pots-de-vin ou autres incitations financières pour les participants au dialogue ou leurs affiliés ne peuvent pas non plus être exclus", a-t-on noté.

"Un dialogue politique raté n'est certainement pas ce dont la Libye a besoin, mais il est toujours dangereusement possible", a-t-on fait remarquer par ailleurs.